

Exemples de luttes contre la corruption à travers le monde

Highlights from Five Cases: Bosnia-Herzegovina, Egypt, Kenya, Mexico, Turkey

Shaazka Beyerle

Chapter 10 from 'Curtailling Corruption'
Lynne Rienner Publishers, 2014
Translation: Anne-Marie Codur and Nicola
Barrach, February 2018

TRANSLATOR'S NOTES

Please insert any helpful information about this translation here.

CHAPITRE 10

EXEMPLES DE LUTTES CONTRE LA CORRUPTION

À TRAVERS LE MONDE

Nous avons analysé en profondeur sept études de cas au travers des chapitres 3 à 9, montrant comment les initiatives et les mouvements sociaux nonviolents ont pu se confronter à la corruption avec des résultats remarquables. Au cours de ce projet de recherche, bien d'autres exemples ont été mis en lumière, tous riches en enseignements et en innovations. Ce chapitre résume cinq de ces cas :

- 1) L'Initiative des citoyens pour une Lumière Constante (Turquie)
- 2) *Shayfeen.com* (les Egyptiens contre la corruption)
- 3) *Dosta !* (Bosnie-Herzégovine)
- 4) DHP (Mexique)
- 5) Le Cinquième pilier (Inde)

La plupart de ces mouvements ont commencé de la même manière, un petit groupe de citoyens – des jeunes, des femmes, des personnes de divers milieux professionnels – décident d'agir. Dans le cas du Cinquième pilier, ils cherchent à confronter des systèmes de corruption et d'impunité, qui détruisent le tissu social de leurs pays. Mais leur dilemme existentiel est de savoir où commencer alors qu'ils font face à un phénomène aussi nébuleux qu'omniprésent. Dans d'autres cas, par exemple au Kenya avec l'ONG "Muslims for Human Rights" (MUHURI), en Ouganda avec NAFODU, et en Afghanistan avec "Integrity Watch Afghanistan", ces groupes travaillent à

donner aux communautés des moyens d’agir. Des tactiques de surveillance populaires (grassroot) ont été mises en place, au niveau national (*Shayfeen.com* en Egypte) ou au niveau local (MUHURI au Kenya).

Affaiblir le Syndicat du Crime en Turquie

On appelle “Syndicat du crime” l’ensemble de liens qui existent entre l’Etat Turc et le crime organisé, et plus précisément le réseau national impliquant des politiciens, des membres de la Police, les gladios (groupes paramilitaires connectés aux institutions de sécurité de l’Etat), la Mafia, et le secteur privé.¹ En 1996, le pays était totalement vampirisé par ce monde de l’ombre, malfaisant et interconnecté, exerçant son influence délétère à travers toutes les instances de

¹NOTES

Les gladios sont des brigades ultra-nationalistes d’extrême droite en Turquie. Elles furent actives pendant la guerre civile entre l’Etat et les séparatistes kurdes qui a sévi dans le Sud-Est du pays depuis 1984 jusqu’au début des années 1990. Les gladios et la mafia ont pris le contrôle des routes lucratives du trafic de drogues depuis les producteurs à l’Est jusqu’au large marché européen. C’est ainsi que les gladios ont pris de l’envergure et de l’influence et ont amassé des fortunes illicites immenses.

Ezel Akay and Liam Mahoney, *A Call to End Corruption* (Minneapolis: Center for Victims of Torture, 2003).

l'Etat.² La corruption était endémique, en quelque sorte un “pilier ancré et bien établi d’un système produisant des milliards de dollars au bénéfice de certaines personnalités de “l’Etat profond” qui influencent à la fois l’économie et la politique du pays”, selon le cinéaste et activiste Ezel Akay.³ Il était fréquent de voir des meurtres politiques ou liés aux batailles de la

² Cette section repose sur une interview avec Ersin Salman, un des leaders de l’ “Initiative citoyenne pour une lumière constante” du 20 Juin 2010, et sur les références suivantes: Ezel Akay and Liam Mahoney. *A Call to End Corruption* (Minneapolis: Center for Victims of Torture, 2003).

Ümit Kıvanç, “Action for Constant Light: Turkey, 1997,” Film Documentaire, visionné le 15 Août 2013, <http://www.gecetreni.com/1dkk.html>.

³ Selon Ersin Salman, qui était dans le groupe créateur de l’Initiative citoyenne pour une lumière constante, L’Etat profond se réfère à un réseau qui fait partie de l’Etat mais qui opère clandestinement afin d’entraver le processus démocratique, le débat public sur des sujets sensibles, et la dissension citoyenne. On dit qu’il est engagé dans des répression de tous ceux qui semblent être une menace à ses intérêts et à son programme nationaliste. Ezel Akay définit l’Etat profond comme “l’ensemble de ceux qui appartiennent à l’établissement politique et qui usent du pouvoir de l’Etat et de son autorité pour maintenir illégalement un statut quo basé sur la corruption et pour empêcher toute réforme visant à plus de démocratie, à l’application de l’Etat de droit, à la transparence et à la responsabilité de l’administration.” Un rapport de la BBC déclare que les turcs suspectent que l’Etat Profond est composé de groupes liés à des forces de sécurité, formés à l’origine dans les années 50 pour entreprendre des activités illégales, y compris des assassinats, afin de "protéger" la République.

Akay and Mahoney, *Ibid.*, 6.

mafia, ne donnant lieu à aucune enquête judiciaire. “Chacun souffrait de cette situation en Turquie, la classe ouvrière, le secteur de la finance, et les citoyens ordinaires, car cette combinaison gladio-mafia affectait tous les milieux” comme l’exprimait un avocat célèbre, Ergin Cinmen.⁴

La gravité de la situation fut exposée à tous par un fait divers inattendu. Le 3 novembre 1996, une voiture de luxe fonçant à toute allure sur l’autoroute entre la Côte de la Mer Egée et Istanbul, percuta de plein fouet un camion, près de la ville de Susurluk. Parmi les passagers qui se trouvaient dans la voiture, il y avait:

- Sedak Bucak, un parlementaire allié avec le Parti du droit chemin (qui faisait partie de la coalition gouvernementale) et le leader d’un clan Kurde de taille importante et possédant de grandes terres dans le Sud-Ouest du pays.
- Huseyin Kocada, un chef de la police et le directeur de l’Académie de Police.
- Abdullah Çatl – un criminel échappé de prison, tueur à gages, trafiquant de drogues associé avec les gladios, faisant partie de la liste des criminels les plus recherchés par les tribunaux de Turquie, la Police Suisse et Interpol.
- Gonca Us – une ancienne reine de beauté qui était la maîtresse de Çatl.

Sarah Rainsford, “‘Deep state’ trial polarises Turkey,” BBC World News, October 23, 2008, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7684578.stm>.

⁴ Akay and Mahoney, *Ibid.*, 8.

Çatl fut retrouvé mort, portant un faux passeport diplomatique signé de la main de Mehmet Ağar, le Ministre de l'Intérieur et un membre du Parlement appartenant au Parti du Droit Chemin, qui avait autorisé le document lorsqu'il était Chef de la Police. La voiture contenait de la cocaïne, des armes et des munitions, des silencieux, et des milliers de billets de banque. Les seuls survivants de l'accident furent Bucak et Hasan Gökçe, le conducteur du camion. Seul Gökçe fut arrêté.⁵ Dès que la nouvelle fut annoncée dans les médias, des étudiants commencèrent à protester de manière spontanée dans tout le pays. Ils furent durement réprimés, ce qui était la réaction habituelle du gouvernement face à toute dissension citoyenne. Le lendemain, un groupe d'étudiants fut amené à comparaître devant le tribunal pour avoir enfreint la "Loi sur les manifestations" parce qu'ils avaient brandi une pancarte au sujet du droit à l'éducation. Ils furent condamnés à 15 mois de prison.

Ağar démissionna de son poste ministériel mais pas de son siège de député, ce qui lui assura une entière immunité parlementaire. Ainsi l'accident de Susurluk n'était pas seulement un symbole de tout ce que représente le Syndicat du crime, il en était une manifestation tangible, incluant des individus y étant profondément impliqués. Il exposait les liens entre l'Etat, les grados et la mafia reposant sur la corruption, l'abus de pouvoir, l'impunité et une justice détournée et pervertie.

⁵ Gökçe fut le premier à être jugé, et à recevoir du tribunal une sentence de trois ans de prison, qui fut plus tard réduite à une amende et permis sa remise en liberté.

"Rally on first anniversary of Susurluk scandal," *Hurriyet Daily News*, November 3, 1997, <http://www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=rally-on-first-anniversary-of-susurluk-scandal-1997-11-03>.

Etablir les éléments clés de la Résistance: Stratégies et planification

A travers la Turquie, les citoyens étaient outrés et commencèrent à se réunir et à discuter entre eux, de manière indépendante, de moyens d'action. En décembre 1996 à Istanbul, un groupe de 15 professionnels et activistes décidèrent de profiter de ce scandale pour transformer le dégoût du public en force de mobilisation pour l'action et surmonter la peur et l'apathie, afin de pousser à des changements concrets qui exposeraient et affaibliraient le Syndicat du crime.

Ce groupe comprenait, Ezel Akay, le cinéaste et activiste mentionné plus haut, Ergin Cinmen, un avocat connu, Yüksel Selek, un professeur de sociologie, et Mebuse Takay, un juriste. En dépit d'un climat politique répressif, ils commencèrent à se réunir régulièrement afin de mettre sur pied un plan et une stratégie. Ils appelèrent leur groupe informel "l'Initiative des citoyens pour une lumière constante".

Quelques semaines plus tard, Erin Salman, un professionnel en relations publiques, rejoignit le groupe. Avant l'accident de Susurluk, l'entreprise de Salman avait gagné un contrat de l'Association nationale de télévision et radiodiffusion afin de lancer une campagne permettant de réparer l'image et la crédibilité des médias auprès du public. La mafia avait commencé à prendre le contrôle d'une des compagnies principales de télévision au travers de liens financiers et de manipulations juridiques. D'une manière générale, les médias de masse s'étaient trouvés complices de l'expansion du Syndicat du crime en leur propre sein. Salman comprit que Susurluk pouvait fournir le déclic qui permettrait aux médias d'affirmer leur indépendance. Le message qu'il produisit pour les médias fut celui-ci "Après Susurluk, plus rien ne sera jamais

plus comme avant!”⁶ Ce message fut diffusé depuis Novembre 1996 jusqu’à Janvier 1997. “La campagne médiatique appelait le peuple à faire son devoir de citoyens, et la campagne ‘Une minute de ténèbres’, lancée par Une lumière constante, permit d’offrir une réponse concrète” comme l’explique Salman.

Les décisions au sein du groupe étaient prises par consensus, et les réunions étaient présidées par différentes personnes à chaque fois. Comme s’en souvient Salman, “c’était pour nous tous une école de citoyenneté. Nous n’avions jamais travaillés dans des ONG, seulement dans des partis politiques ou d’autres organisations avec des ordres hiérarchiques, mais là, nous devons fonctionner de manière horizontale.” Plutôt que de se précipiter vers des actions non mûrement réfléchies, le groupe prépara avec beaucoup de soin une campagne, née de leurs discussions informelles. D’abord, les membres identifièrent des objectifs clairs pouvant être poursuivis en toute légalité et légitimité, afin de “faire bouger la majorité”, comme le rapporte Akay.⁷ Leurs buts ultimes étaient de révéler les liens entre le syndicat du crime et “l’Etat profond” et de commencer de déchirer ces liens, et d’accomplir ceci sans mettre la démocratie en danger. Pour y parvenir, ils identifièrent trois objectifs clairs. Le premier était de révoquer l’immunité parlementaire qui offrait une protection inattaquable par les moyens de l’investigation et des poursuites judiciaires, à des ministres et magistrats corrompus tels que Ağar et Bucak. Le deuxième était de forcer les fondateurs des groupes criminels à faire face à la justice au cours de procès, et le troisième volet consistait à protéger les juges qui auraient à juger ces affaires, contre toute atteinte à leur personne.

⁶ Akay and Mahoney, *Ibid.*, 10.

⁷ *Ibid.*, 9.

Il fallut dès le départ faire des choix stratégiques. Le groupe a adopté une structure organisationnelle sans leader afin de se défendre contre toute tentative de représailles, et afin de souligner le message que cette campagne était menée par des citoyens ordinaires. De plus, l'Initiative des citoyens pour une lumière constante se voulait apolitique par nature et tout un chacun pouvait se sentir partie prenante d'un tel effort, ce qui permettrait de construire une alliance très large, attirant la base la plus étendue possible pour une mobilisation citoyenne, et qui protégerait chacun individuellement contre les attaques potentielles. Certains partis politiques voulurent soutenir cet effort. "Nous leur avons dit non, mais vous pouvez nous rejoindre à titre individuel, en tant que citoyens" confie Salman. Comprenant la nécessité de construire l'unité, le groupe se mit à forger systématiquement une coalition informelle en approchant des organisations non-politiques telles que le Barreau des avocats, la Coordination des Chambres professionnelles d'Istanbul, les syndicats ouvriers, les associations professionnelles (médecins, dentistes, pharmaciens, ingénieurs, architectes,...), et des organisations de la société civile. Selon Tekay, "pour la première fois, des groupes qui ne s'étaient jamais rencontrés participaient à cet effort côte à côte, depuis les entrepreneurs jusqu'aux habitants des bidonvilles."⁸

Les organisateurs réfléchirent aux moyens de transformer les aspirations d'un public si large en un acte collectif de défiance qui pourrait générer une pression sociale d'une ampleur telle qu'elle forcerait les détenteurs du pouvoir à commencer de s'opposer au Syndicat du crime. Ils cherchèrent donc à créer une tactique nonviolente qui leur permettrait de contourner les obstacles constitués par les risques d'emprisonnement et de violence policière, la peur qu'en avait le public, et son sentiment d'impuissance.

⁸ Ibid., 13.

Ils considèrent plusieurs stratégies. Les actions menées devaient être légitimes et légales, simples à mettre en œuvre, presque sans aucun risque, et permettant de créer une forte unité nationale. “Les gens ne voulaient pas s’impliquer dans des actions politiques, donc nous avons choisi de leur faire faire quelque chose qui ne les mettrait absolument pas en danger, mais qui serait hautement visible” comme l’explique Salman. C’est la fille de Cinmen, une adolescente, qui trouva l’idée d’éteindre les lumières de façon synchronisée sur l’ensemble du pays. “C’était un acte très simple pour tous ceux qui voulaient dire qu’ils n’en pouvaient plus de vivre dans les ténèbres de cette manière” ajoute-t-il. La question était de savoir qui allait lancer le mot d’ordre pour l’action. “Nous sentions que l’idée de la campagne ne devait pas venir d’un groupe de l’élite ou d’un intellectuel mais d’une personne de la rue, d’un enfant ou d’une vieille tante à la retraite. C’est finalement cette idée-là que nous avons retenue” confie Akay. “La tante anonyme” devint le symbole de la campagne appelant chaque Turc à éteindre les lumières. C’est ainsi que naquit la campagne “Une minute de ténèbres pour une lumière constante.”

Le temps de l’action

L’internet n’était pas encore un outil universel en Turquie et bien sûr les médias sociaux n’existaient pas encore en 1997. Néanmoins, le groupe utilisa les technologies existantes à l’époque de la manière la plus créative possible. Des milliers de fax furent envoyés et ensuite partagés en chaîne, enjoignant tous les citoyens turcs à se joindre à cette action (Figure 1). Le message d’unité qui y était imprimé était: “Ecoutez la voix de la majorité silencieuse !” Toutes les organisations partenaires de la coalition informelle reçurent ce fax d’une page. Ces personnes les envoyèrent à leur tour à tous leurs membres en leur demandant de disséminer l’information le

plus largement possible – aux membres de leur famille, à leurs amis, leurs voisins, etc... L'appel à l'action se répandit ainsi de manière virale ! De plus, le fax avait un but double. Non seulement il informait de l'action, il incluait également une pétition en faveur de l'Initiative des citoyens pour une lumière constante. A la plus grande surprise des organisateurs et pour leur plus grand bonheur, 10 000 signatures furent rassemblées en une semaine, les signataires ayant renvoyé à la campagne par fax l'appel à l'action signé de leur main. Ce fût la première action de masse de cette campagne. Le suivante dépassa de loin toutes les attentes.

FIGURE 1

Sürekli aydınlık için 1 dakika karanlık!

1 Minute de ténèbres pour une lumière constante!

Suç örgütlerini kuranların ve onlara görev verenlerin, mutlaka yargı önüne çıkarılması konusundaki kararlı isteğimi göstermek;

Pour montrer ma détermination à faire comparaître devant la justice tous ceux qui appartiennent au crime organisé et ceux qui sont leurs alliés et profitent de leurs services ;

olayı soruşturan kişi ve mercilere destek vermek;

pour apporter mon soutien à toutes les personnes et autorités qui conduisent les enquêtes sur les faits en question ;

demokratik, çağdaş, şeffaf hukuk devleti özlemimi duyurmak için,

pour faire entendre mon désir d'un état de droit transparent, moderne et démocratique;

1 Subat 1997 Cumartesi gününden başlayarak,

A partir du 1er Février 1997;

her gün saat 21.00'de ışığı **BİR DAKİKA** süreyle karartıyorum.

À 21h précises chaque soir, j'éteindrai toutes les lumières chez moi pour UNE MINUTE.

Ve bu ülkede yaşayan herkesi, bir ay süreyle, her gün saat 21.00'de ışıklarını karartmaya çağırıyorum And,.

Et j'appelle à ce que chacun et chacune dans ce pays participe à cette opération de noir-total à 21h chaque soir pendant un mois!

Bu çağrı, **YURTTAŞTAN YURTTAŞA** yapılmıştır.

Ceci est un appel de CITOYEN À CITOYEN

Lütfen Yaygınlaştırın

Distribuez largement SVP

Adı-Soyadı Mesleği İmzası

Prénom-Nom Profession Signature

INITIATIVE DES CITOYENS POUR UNE LUMIÈRE CONSTANTE

Adresse, téléphone et fax...

Le Manifeste de l'Initiative des Citoyens pour une lumière constante et son "appel à l'action"⁹

Grâce à l'expertise de Salman, l'Initiative civique développa aussi un plan de communication qui capitalisa sur le projet de relations publiques sur lequel il avait travaillé juste avant de rejoindre l'initiative pour l'Association nationale de télévision et radiodiffusion, à la suite du scandale de Susurluk. Un mois avant le Jour-S (le Jour Susurluk), fixé au 1^{er} Février 1997, ils contactèrent

⁹ Akay and Mahoney, Ibid.

par lettres personnalisées près de 60 éditorialistes et chroniqueurs de la presse écrite qui avaient montré de l'intérêt de lutter contre la menace posée par le syndicat du crime et semblaient sympathiser avec l'action citoyenne. Ils recherchaient, et obtinrent, la couverture médiatique maximale permettant de relayer largement l'information et de mobiliser les citoyens de tous les milieux. La sensibilisation des médias au scandale de Susurluk conduisit les chaînes de télévision à annoncer un compte à rebours pour le début de l'action. Le 15 janvier 1997, les organisateurs convoquèrent une conférence de presse inhabituelle. Ils mirent en scène un faux accident de voiture, et montrèrent la longue liste des noms de citoyens qui avaient répondu à la pétition de l'appel à l'action. Il n'y avait aucun porte parole du mouvement et plusieurs personnes répondirent aux questions des journalistes. Comme le dit Yüksel Selek, le secrétaire général de l'Initiative des Citoyens, ce fût la première conférence de presse tenue par 10000 personnes."¹⁰

A 21 heures le 1er Février 1997, les citoyens commencèrent à éteindre leurs lumières pendant une minute. Chaque soir, de plus en plus de citoyens rejoignirent la mobilisation à travers tout le pays. A partir de la deuxième semaine, les gens commencèrent à ajouter leurs propres innovations à la campagne. Certains se mirent à faire un concert de percussions sur des casseroles et autres poêles, d'autres à faire clignoter des lampes de poches, d'autres encore à klaxonner aux intersections, ou à danser en cercles dans la rue (suivant des danses traditionnelles), à tenir des vigiles en allumant des bougies, à organiser des marches dans leurs quartiers, à crier des slogans tels que "ne vous taisez pas! Si vous vous taisez ce sera bientôt votre tour !" Au fur et à mesure que les citoyens surmontaient leur peur et se réunissaient ensemble, les rues et les places prenaient un air festif. Dans certaines régions, des initiatives

¹⁰ Ibid., 2.

locales furent lancées. “Les gens commencèrent à se souvenir de ce qu’ils avaient oublié – qu’ils vivaient dans le même immeuble, dans le même quartier, dans la même ville. C’était réjouissant pour eux de voir [au travers des médias] leurs voisins ou des gens loin de chez eux participer à une action commune” explique Salman. Après la deuxième semaine, alors que la pression populaire s’intensifiait, les représailles démarrèrent. Des membres de longue date de la coalition au pouvoir tentèrent de saper la légitimité de la campagne et l’intégrité de tous ceux qui y participaient. Leurs déclarations publiques pleines de mépris et d’arrogance, dont certaines contenaient des insinuations sexuelles et des accusations de trahison, eurent l’effet de se retourner contre leurs auteurs. Non seulement leurs insultes mirent le peuple encore plus en colère mais la résistance civile redoubla de plus belle.¹¹

Personne ne s’attendait à la réaction de l’armée, qui, se considérant comme le défenseur de l’état laïque d’Ataturk dans la période post-Ottomane, profita du soulèvement populaire pour retirer son soutien au gouvernement.

Selon Akay, les généraux et les autres critiques de la coalition au pouvoir, en particulier le parti Refah à tendance islamiste, virent une occasion de mettre le pouvoir à mal. Le 28 Février, le Conseil de sécurité nationale força le gouvernement à démissionner. Le Premier Ministre,

¹¹ Il y eut un mort due à la violence de la police. Celal Cankoru, 45 ans, était sorti avec sa femme. En arrivant près de Cumhuriyet Square, où la manifestation avait lieu, il demanda à un officier de police ce qui se passait. Pour toute réponse, il fut frappé à la tête avec un talky-walky et jeté dans un minibus.

“The dangers of being a citizen,” *Hurriyet Daily News*, January 17, 1998,

<http://www.hurriyetdailynews.com/the-dangers-of-being-a-citizen.aspx?pageID=438&n=the-dangers-of-being-a-citizen-1998-01-17>

Necmettin Erbakan, resta à son poste jusqu'à ce que le Parlement approuve le nouveau gouvernement six mois plus tard. Malgré la crise politique, l'Initiative des citoyens pour une lumière constante continua. "Nous mettons l'accent sur le fait que la campagne avait pour cible le syndicat du crime et pas le gouvernement. Les militaires cherchaient à détourner le mouvement pour leurs propres intérêts" déclara Salman. Il ajoute que la campagne organisa une conférence de presse afin de se désassocier de l'intervention de l'armée. La campagne lança des messages dans les médias déclarant "Nous ne vous laisserons pas voler notre lumière." En fait, la réaction de l'armée s'avéra contre-productive aux objectifs de la campagne, qui ne pouvaient être atteints qu'en présence d'un gouvernement fonctionnant de manière normale, et qui recherchaient un changement systémique mettant à bas la corruption, peu importe qui occupe le pouvoir à quel moment donné. Rétrospectivement, les organisateurs regrettent de n'avoir pas été encore plus directs dans leurs revendications. "Si nous avions été plus critiques, nous aurions accompli beaucoup plus. Mais au moins les généraux n'ont jamais pu nous regarder dans les yeux et prétendre que leur coup d'état post-moderne avait le soutien des citoyens" reconnaît Tekay.¹²

La mobilisation connut son apogée dans la seconde moitié de Février 1997. Les organisateurs ont estimé qu'environ 30 millions de personnes, soit 60 % de la population, a participé à la campagne à travers le pays. Le groupe décida d'arrêter la campagne alors qu'elle était à son sommet afin de créer un sentiment de victoire (plutôt que d'attendre qu'elle décline d'elle-même). Ils appelèrent à la fin de la mobilisation le 9 Mars. Cependant, alors que les hommes au pouvoir, y compris le Premier Ministre Erbakan, utilisaient des tactiques et des combines légales

¹² Akay and Mahoney, *Ibid.*, 14.

pour mettre des freins aux enquêtes, les organisateurs maintinrent la pression jusqu'en 1998 au travers des actions suivantes:

- Une seconde mobilisation de plus faible ampleur que celle de la Lumière constante, accompagnée par des rubans blancs symbolisant les revendications du peuple pour un état propre, et par un jouet plein d'humour, qu'ils appelèrent la machine démocratique des "crétins de Susurluk". La campagne posait un défi aux deux pôles politiques rivaux – les laïques (secondés par les militaires) et les islamistes – en proposant une troisième vision, incarnée par ce slogan "Ni l'ombre de la Sharia ni la tyrannie des chars: Rien que la démocratie."¹³
- Une série d'actions nonviolentes, comprenant des courriers envoyés en masse de copies "volées" des enquêtes de la Haute cour de justice sur tous les législateurs, une campagne de pétition proclamant "Je démissionne de mon poste d'esclave. A partir de maintenant je suis un citoyen !" et une présentation publique du "Rapport citoyen de Susurluk," des séances d'écriture de lettres envoyées par des citoyens ainsi qu'une "initiative de constitution civique" organisant des tables rondes à travers le pays.

Résultats

En très peu de temps, l'Initiative des citoyens pour une lumière constante mobilisa la majorité de la population en une force de pouvoir du peuple qui secoua le statut quo corrompu. "C'était un soulèvement civique" comme le décrit Salman. La campagne brisa un tabou énorme en

¹³ Zafer Yoruk, "One Minute of Darkness – Back for Democracy," *Hurriyet Daily News*, April 4, 1997, <http://www.hurriyetdailynews.com/one-minute-of-darkness---back-for-democracy.aspx?pageID=438&n=one-minute-of-darkness---back-for-democracy-1997-04-04>.

confrontant le Syndicat du crime, personnifié par ses liens avec l'Etat et la corruption. Elle parvint à faire comparaître en justice tous les suspects de l'Affaire Susurluk, y compris des chefs de la mafia, de la police, des officiers de l'armée et des hommes d'affaires. Le Premier Ministre suivant, Mesut Yilmaz, continua sur cette lancée. Il donna son autorisation à un comité d'enquête de publier un rapport contenant la liste des noms de chaque victime du syndicat du crime. Le Parlement créa également un comité d'investigations qui révélèrent les activités du syndicat du crime. Les individus au sommet de «la partie visible de l'iceberg» de ce système vénal furent jugés et les verdicts prononcés. Prises ensemble, ces mesures sans précédent eurent l'effet d'exposer aux yeux de tous les agissements de certaines des personnalités du syndicat du crime et de leurs relations.

En 2001, Sadettin Tantan, le ministre de l'Intérieur, lança une série d'enquêtes en coopération avec l'Agence de régulation et de contrôle du système bancaire. Des cas de détournement de fonds à très grande échelle furent exposés, résultant dans l'arrestation de plusieurs hommes d'affaires très connus. La victoire resta cependant incomplète car leurs collaborateurs au parlement et au gouvernement ne furent pas inquiétés. L'année suivante pourtant, les électeurs changèrent le profil du parlement, ce qui a été interprété comme une punition électorale contre l'élite politique en place autant que contre l'armée. Aux élections de novembre 2002, Akay rapporte que 70 pourcent des élus étaient des novices en politiques, la vieille garde des partis politiques ayant été battue aux élections. Le nouveau parti démocratique islamiste AK (Justice et Développement) avait gagné par une large majorité. Mehmet Ağar, l'ancien chef de la police, et ancien ministre de l'Intérieur, continua à échapper à la justice, bien que l'étau commençai à se resserrer autour de lui. Jusqu'à 2007, il fût protégé des poursuites par son immunité parlementaire, mais en septembre 2011, il fut condamné à une sentence de cinq ans en prison

“pour avoir formé un gang armé criminel impliquant des acteurs de l’Etat et la mafia.”¹⁴ Il gagna en appel et aujourd’hui est toujours libre.

L’Initiative des citoyens pour une lumière constante n’a jamais été formellement dissoute. Certains des organisateurs l’ont quittée pour continuer leur action par d’autres voies, tels que Selek, qui est aujourd’hui un des porte-parole du Parti vert. A des moments critiques de la vie politique turque des vingt dernières années, les organisateurs de l’Initiative ont rejoint d’autres organisations civiques et le public pour faire pression sur le pouvoir en place. Après le terrible tremblement de terre de 1999, ils construisent une coalition civique avec l’Association pour les établissements humains pour organiser les citoyens afin de venir au secours aux sinistrés. En février 2003, une autre campagne d’ “Une minute de ténèbres pour la lumière constante” fut lancée en opposition à la collaboration turque avec les Etats-Unis pendant la guerre en Irak. Avec des sondages indiquant que 94% de la population s’opposait à cette guerre, le sentiment de la grande majorité put être tourné en action par cette campagne. Le 1^{er} Mars 2003, contre toute attente, les parlementaires votèrent à une courte majorité contre la mesure autorisant les troupes américaines à utiliser les bases militaires du Sud de la Turquie pour lancer leurs attaques.¹⁵ La mobilisation de la Lumière constante n’a pas disparu de la mémoire collective. Quatorze ans plus

¹⁴ “World Report 2012: Turkey,” Human Rights Watch, January 2012, 3,

<http://www.hrw.org/world-report-2012/world-report-2012-turkey>.

¹⁵ Dexter Filkins, “Threats and Responses: Ankara - Turkish Deputies Refuse to Accept American Troops,” *New York Times*, March 2, 2003,

<http://www.nytimes.com/2003/03/02/world/threats-and-responses-ankara-turkish-deputies-refuse-to-accept-american-troops.html?pagewanted=print&src=pm>.

tard, du 1^{er} Mai au 12 Juin 2011 (jour des élections générales), des citoyens ont élevé leurs voix contre certains candidats, au sujet d'un ensemble de questions: la corruption aux examens d'entrée à l'université, la privatisation de l'eau, la construction de barrages hydroélectriques, de centrales nucléaires et de centrales à charbon, le droit du travail, le droit des journalistes et l'assassinat en 2007 du journaliste Turc Arménien, Hrant Dink.¹⁶

L'Initiative des citoyens pour une lumière constante a durablement changé les relations entre les citoyens turcs et les détenteurs du pouvoir. "Le système a changé ; personne ne pouvait mettre en question l'Etat auparavant, personne ne pouvait questionner le gouvernement et les ministres sur leurs actions. Maintenant, même les généraux doivent rendre compte de leurs actions devant le peuple." Est-ce que les machinations du syndicat du crime et de ' l'Etat profond ' ont cessé ? Non. Pour Salman et pour les leaders de l'Initiative originelle des citoyens pour une lumière constante, la lutte pour la transparence et la responsabilité, pour la justice et pour la démocratie, est incessante et continuera encore pendant longtemps. Mais, en regardant en arrière, Salman a cette réflexion qui résume l'impact que cette campagne a eu sur l'histoire du pays: "Nous avons secoué la Turquie pour qu'elle ne puisse plus se laisser endormir."

De la colère à l'action: les femmes lancent le mouvement de surveillance en Egypte

¹⁶ "Turkish protesters to hold 'one minute of darkness' on various issues," *Hurriyet Daily News*, May 1, 2011, <http://www.hurriyetdailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=one-minute-of-darkness-for-continual-light-revisited-2011-05-01>.

L'énorme vague révolutionnaire pour la démocratie et la justice qui a englouti l'Égypte à partir du 25 Janvier 2011 ne s'est pas formée seulement en l'espace de quelques semaines.

Contrairement à une méconnaissance très répandue des faits qui ont précédé cet évènement historique, la lutte nonviolente contre la dictature de près de 30 ans d'Hosni Moubarak a débuté en 2003. Il y eut d'abord le mouvement égyptien pour le changement (2003-2006), connu sous le nom *Kefaya* (« ça suffit » en arabe), puis en 2008, en défi à répression très dure lancée par le régime, le “mouvement de la jeunesse du 4 Avril” vit le jour, et en 2010 la campagne menée par des jeunes, après que le jeune Khaled Said ait été enlevé, torturé et tué par la police politique, “Nous sommes tous Khaled Said” , ainsi que la campagne ElBaradei pour les réformes, aussi commencée en 2010.¹⁷ Au milieu de tout ce tumulte a émergé une autre force citoyenne pour le changement, *shayfeen.com*, dont le nom du site web joue sur les mots, se prononçant “shayfeenkum” qui veut dire en arabe “on vous regarde” ou “vous êtes surveillés”.¹⁸

¹⁷ Sherif Mansour, “Enough is Not Enough: Achievements and Shortcomings of Kefaya, the Egyptian Movement for Change,” in *Civilian Jihad: Nonviolent Struggle, Democratization and Governance in the Middle East*, ed. Maria Stephan (New York: Palgrave Macmillan, 2009), 205 - 218.

Sherif Mansour. “From Facebook to Streetbook,” Webinar, International Center on Nonviolent Conflict, February 17, 2011, accessed October 28, 2013, http://www.nonviolent-conflict.org/index.php/learning-and-resources/educational-initiatives/academic-webinar-series/1441-register-now-from-facebook-to-streetbook/#mansour_resources.

¹⁸ Cette section repose sur des interviews avec Engi Haddad, une des fondatrices de *shayfeen.com* et de Egyptiens Contre la Corruption. Ces interviews eurent lieu le 12 Novembre

Le 25 Mai 2005, journée qui est restée de triste mémoire sous le nom de “Mercredi noir”, lors de manifestations contre un référendum constitutionnel discutable qui aurait rendu difficile à des candidats de l’opposition de se présenter contre le Président Moubarak, plusieurs manifestantes ainsi que des femmes journalistes ont été agressées sexuellement par des individus faisant partie des forces non-officielles du régime. Malgré de nombreuses vidéos des attaques perpétrées, postées sur YouTube et d’autres sites, le gouvernement nia toute responsabilité. Quand la chaîne internationale Al Jazeera diffusa sur un écran partagé en deux, d’une part l’interview du Ministre de l’Intérieur niant les faits, et de l’autre les images vidéo des incidents incriminés, le public réagit avec autant de stupéfaction que de colère. Dans la société égyptienne, le viol d’une femme est une affaire d’honneur pour celle-ci et de déshonneur pour tous ceux qui n’ont pas fait cesser les agissements du coupable. Alors que l’Association des mères égyptiennes (*Rabetat al-Ummahat*) organisait des marches silencieuses, un autre groupe de femmes, comprenant Engi Haddad, une consultante en relations publiques, Bothaina Kamel, une présentatrice connue à la télévision dans les régions, et Ghada Shabender, une universitaire enseignante d’anglais,

2009 (en personne) et le 11 Août 2012 (via SKYPE), ainsi que des communications écrites qui suivirent. D’autres références incluent:

Shaazka Beyerle and Arwa Hassan, “Popular Resistance against Corruption in Turkey and Egypt,” in *Civilian Jihad: Nonviolent Struggle, Democratization and Governance in the Middle East*, ed. Maria Stephan (New York: Palgrave Macmillan, 2009), 265 – 280.

Sherief Elkatshas. *Shayfeen.com: We’re Watching You*. Independent Television Service International film. 2007, <http://www.itvs.org/films/shayfeencom>.

Robin Wright, *Dreams and Shadows: The Future of the Middle East* (New York: Penguin, 2008).

décidèrent que de plus amples actions devaient être entreprises. Saisissant l'opinion largement partagée du public selon laquelle "nous avons depuis si longtemps fermé les yeux que le gouvernement doit penser que nous sommes aveugles", elles fondèrent *shayfeen.com* en Août 2005. Leur objectif, selon Haddad, était de construire un "mouvement de surveillance populaire."¹⁹ "Quand les élections sont manipulées, on vous voit. Quand le résultat des votes est truqué, on vous voit. Quand vous torturez des prisonniers, on vous voit. C'est notre mission," déclare Kamel.²⁰

Risque faible, haute visibilité

Les femmes organisatrices de ce mouvement commencèrent par fournir un numéro de téléphone auquel quiconque pouvait envoyer un sms, et un site web surveillant les irrégularités du gouvernement, donnant aux citoyens une plateforme où ils pouvaient enregistrer leurs plaintes. Dans ce contexte, le site web avait plusieurs fonctions. Il servait d'abord de plateforme initiale de recrutement pour *shayfeen.com* : au bout d'un mois, environ 500 personnes avaient rejoint leur campagne.²¹ Deuxièmement, il servait de médium au travers duquel les citoyens pouvaient entreprendre des tactiques à faible risque. Plutôt que de se rassembler dans les rues, ce qui aurait inévitablement conduit à une répression sanglante, les gens pouvaient se mobiliser en masse et de manière beaucoup plus sûre pour exposer en ligne les abus de pouvoir du régime, son impunité et sa malfaisance. Enfin, le public pouvait exprimer ses sentiments envers le

¹⁹ Beyerle and Hassan. *Ibid.*, 270.

Elkatshas, *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ Wright, *Ibid.*

gouvernement, un acte de défi nonviolent dans un pays qui écrasait toute dissidence. Les femmes se rendirent compte très vite que la première source de plaintes était la corruption. Dans leur stratégie, elles pensèrent chaque action comme un moyen d’effriter le règne de la peur imposé par Moubarak, en contribuant à construire un sens collectif de responsabilité pour le changement. “Une fois qu’on s’est débarrassé de la peur que l’on a ressenti depuis si longtemps, le changement intervient, pas d’un coup mais pas à pas,” explique Kamel. “Notre première étape était d’ouvrir les yeux, de nous rendre compte où nous en étions et où nous allions, et de voir ce que le gouvernement nous faisait et ce que nous faisions pour notre pays,” ajoute-t-elle. Leur étape suivante était audacieuse. Ces activistes novices décidèrent de surveiller les élections présidentielles de Septembre 2005, bien que le régime eut rejeté les requêtes internationales d’observateurs extérieurs. Elles publièrent un message dans un journal indépendant, *al-Masri al-Yawm*, lançant une campagne qui annonçait “Cette élection est à vous, vous avez des yeux pour y voir clair.”²² Elles dressèrent une liste de plus de 20 irrégularités sur le site de *shayfeen.com*, encourageant le public à déclarer toute violation par sms, téléphone et par internet. La réponse fut énorme et inattendue. Dès le deuxième jour des élections, elles durent improviser un système permettant de faire le suivi avec tous les messages reçus et la masse d’information à traiter. Au troisième jour, elles avaient reçu 28000 appels.²³ Même avant la fin des élections, la télévision sous contrôle de l’Etat insinua que *shayfeen.com* répandait des rumeurs et un fonctionnaire du ministère de l’Intérieur appela la télévision pour s’en plaindre. Sans se décourager, *shayfeen.com* publia alors ses découvertes en matière d’irrégularités, ainsi que les critiques adressées par le gouvernement. Le groupe fut immédiatement assiégé par les médias

²² Beyerle and Hassan, *Ibid.*, 270.

²³ *Ibid.*

locaux, nationaux et internationaux.²⁴ C'était leur première victoire. Chaque citoyen qui leur envoyait des informations a joué un rôle en exposant aux yeux du monde la fraude des pratiques électorales corrompues. Même le Département d'Etat des Etats-Unis utilisa les données de *shayfeen.com* pour son rapport annuel de 2005 sur les droits humains en Egypte.²⁵

Les yeux ouverts sur les élections législatives

Le groupe décida de porter ses efforts sur les élections au Parlement de décembre 2005. En l'espace de quelques mois, elles mirent au point une campagne très bien organisée afin de mobiliser les citoyens pour qu'ils puissent activement surveiller les bureaux de vote et exposer toute activité suspecte. Une fois encore, elles développèrent des tactiques de mobilisation populaire créatives et à faible risque, afin d'accroître la sensibilisation, de gagner en visibilité et en soutien. Environ 100 000 verres à thé avec le logo *shayfeen.com* furent distribués, disséminant la campagne dans les cafés et maisons de thé ainsi que dans les domiciles de milliers de gens à travers le pays. Elles firent imprimer plus de 250 000 sacs plastiques avec le slogan "on vous voit et aux élections, on vous observe" (Ce qui a l'avantage de rimer en arabe). Les sacs plastiques furent utilisés et réutilisés de sorte que le ministre du commerce surnomma ceux qui les portaient, "les activistes du supermarché."²⁶

Avant les élections, *shayfeen.com* mit au point un plan méticuleux de surveillance. Elles équipèrent des voitures en matériel de photographie digitale, en ordinateurs portables et en téléphones GSM ("global system for mobile communication"), et entraînent les membres de

²⁴ Wright, Ibid.

²⁵ Ibid.

²⁶ Beyerle and Hassan, Ibid., 271.

l'organisation et les bénévoles à les utiliser. Deux cents surveillants reçurent un paquet contenant des badges, des instructions et une liste de violations électorales. Ils se répartirent sur l'ensemble du territoire égyptien, dans tous les gouvernorats, rencontrant les coordinateurs locaux du mouvement. Leur mission était de filmer les trois phases du processus de vote, de consigner toute fraude par vidéo, et de disséminer les images en les téléchargeant en temps réel sur les sites web, en les partageant avec les médias et même en les projetant sur les murs des immeubles sur les places publiques. Ils coopérèrent avec le mouvement *Kefaya*, qui distribua des CDs des vidéos. Les élections furent ensanglantées par la brutalité de la police, conduisant à 11 morts. *Shayfeen.com* enregistra plus de 4,200 rapports de violations, 80 pourcent desquels concernaient des cas de corruption, et ces femmes furent à la source de ce pouvoir populaire.²⁷

“Vive la Justice!”

Sans craindre les intimidations, les cadres du mouvement envoyèrent leurs conclusions au Comité de la Cour Suprême au printemps 2006, qui refusa de conduire une enquête, ainsi qu'aux ministères de l'Intérieur et de la Justice, et aux médias.²⁸ Parmi les violations il y avait des cas de fraudes juridiques. Le rapport identifiait 18 juges apparemment impliqués dans de telles activités, y compris dans un cas directement constaté par Haddad. “J’ai vu un juge changer les résultats. Je suis allée vers lui et lui ai dit que ce qu’il faisait était malhonnête. Il m’a répondu

²⁷ Beyerle and Hassan, Ibid.

Shayfeen.com website, accessed January 28, 2013,
<http://www.shayfeencom.org/pageView.aspx?pageid=4>.

²⁸ Elkatshas, Ibid.

“vous sortez ou je vous jette en prison!”²⁹ Les leaders rencontrèrent deux juges intègres, Hesham Bastawissi et Mahmoud Mekki, qui apportèrent le rapport de *shayfeen.com* au sein de leur association professionnelle, le Club des juges (connue aussi sous le nom de Syndicat des juges). Ils examinèrent les 18 cas et confirmèrent l’existence de fraude juridique. Sans surprise, le régime contre-attaqua en lançant des poursuites contre ces deux juges. Cette tentative d’intimidation se retourna contre le régime. *Shayfeen.com*, *Kefaya*, et d’autres groupes de jeunes activistes pro-démocratie et pour les droits humains lancèrent des actions de rue, des marches se concluant dans un campement de tentes à l’extérieur du Club de juges. Cette dernière tactique est à noter particulièrement par son caractère précurseur de l’occupation de la Place Tahrir environ six ans plus tard. Rendus plus courageux par l’action de leurs deux collègues, 50 autres magistrats organisèrent fin Avril un sit-in dans le Club des juges. Ils subirent des attaques quotidiennes dont l’une conduisit à l’hospitalisation du Juge Mahmoud Hamza.

De toutes ces actions émergea une campagne pour une justice indépendante et des revendications pour une nouvelle loi entérinant cette liberté fondamentale. Malgré la répression violente, les démonstrations continuèrent dans les rues. Le 25 mai 2006, anniversaire du “Mercredi noir”, des actions nonviolentes furent organisées à travers l’Egypte et le monde. Outre *shayfeen.com*, des groupes de jeunesse et des syndicats ouvriers, *Kefaya*, et le parti politique *El Ghad* (Demain), ainsi que les Frères musulmans se rallièrent autour des juges. Au Caire, les manifestants criaient “Juges, soyez courageux, débarrassez-nous des tyrans” et “Vive la Justice!” lors d’une manifestation silencieuse de 300 magistrats. Les femmes activistes membres de *Shayfeen.com* prirent part à ces actions, entamant le dialogue avec les forces de sécurité et s’interposant entre

²⁹ Ibid.

les deux côtés afin d'éviter les violences. Kamel se souvient de leur avoir dit à toutes "quand vous approchez des forces de sécurité, faite le avec douceur. N'oubliez pas que ces gamins sont des Egyptiens comme vous. Nous sommes un peuple uni." Son geste d'offrir un autocollant de la campagne à un policier anti-émeute fut immortalisé par la caméra et cette image fit le tour de toutes les rédactions à travers le monde. En mai de cette année, le juge Mekki fut déclaré libre de toute charge. Cependant, le juge Bastawissi reçu une "réprimande" et n'obtint pas de promotion.³⁰

Gagner le soutien du public: Les Egyptiens contre la corruption

Les créatrices de *shayfeen.com* préparèrent l'étape suivante de leur stratégie. En septembre 2006, un nouveau mouvement vit le jour en complément de *shayfeen.com*. Alors que ce dernier gardait un profil audacieux, "Les égyptiens contre la corruption" cherchait à élargir la base activiste en créant une plateforme sur les médias sociaux, la plus inclusive possible, conçue pour attirer des soutiens dans de larges catégories du public. D'une manière générale, *shayfeen.com* avait pour rôle de créer une dynamique citoyenne au travers d'actions chocs, perturbant le statut quo, alors que "Les égyptiens contre la corruption" cherchait à inciter ceux dévoués au régime à lui retirer leur soutien, à déplacer leur loyauté en les attirant du côté du mouvement. Cet objectif fut atteint puisqu'il a même été rapporté que des membres du Parti national démocratique, le parti au pouvoir, voulurent rejoindre ce mouvement. Les égyptiens contre la corruption transforma le discours de la lutte citoyenne en se focalisant sur chaque aspect de la vie quotidienne qui avait un

³⁰ Christine Spolar, "Egypt court rejects appeal," *Chicago Tribune*, May 19, 2006,

http://articles.chicagotribune.com/2006-05-19/news/0605190118_1_ayman-nour-cairo-judge-appeal-s-court-rebuff.

impact sur les citoyens. Il démontra les liens qui existaient entre la corruption et les tragédies humaines causées par des calamités telles que des trains qui déraillent, des crises sanitaires et contaminations alimentaires, ou bien encore des immeubles qui s'écroulent. Les stratégies de communication développées par "Les égyptiens contre la corruption" ciblaient à la fois le public ainsi que certains piliers de soutien au statu quo tels que des pans entiers du gouvernement, des élites politiques, et des médias.

Leurs messages insistaient sur les points suivants:

- La corruption est un problème sociétal que l'on doit traiter depuis le bas de l'échelle sociale jusqu'à son sommet et inversement.
- Chaque jour et en chaque aspect de la vie quotidienne, chacun est victime de la corruption.
- C'est au peuple de réclamer ses droits.
- Ce mouvement s'adresse à tout citoyen qui aime l'Égypte et se préoccupe de son pays et croit avoir droit à la justice, à l'égalité de traitement, et à une vie libérée de toute corruption.

Ils lancèrent un site web éducatif et innovant, conçu pour cibler en particulier la jeunesse, ainsi qu'une campagne d'éducation civique appelée "Réclamez vos droits" (*Eksab Ha'ek*). Cette initiative civique s'est illustrée par des actions de masse très imaginatives. Les membres réussirent à vendre des badges par milliers, par des ventes directes de personne à personne. Cette tactique a permis de forger un sens d'appartenance au mouvement, et les ventes permirent de financer de nombreuses activités. En achetant et en portant le badge, les citoyens ont pu montrer qu'ils rejoignaient un mouvement comprenant des milliers de gens, au travers d'une action de

dissension à faible risque, semblable à celle utilisée par le Cinquième Pilier en Inde, avec le billet de zéro roupie (voir chapitre 7 de cet ouvrage). “Il est clair que ce n’est pas un badge qui va régler le problème de la corruption” comme l’admet Haddad, “mais en achetant et en portant le pin, et grâce aux conversations que cela suscite, on donne à d’autres l’occasion de s’exprimer sur ce problème et d’entrer dans la discussion. C’est ce dialogue que l’on cherche à promouvoir.”³¹

Avant la fin de l’année, les activistes avaient lancé un concours populaire de lutte anti-corruption, le 9 décembre, Journée Internationale Anti-Corruption – où le public pouvait voter pour des héros anti-corruption par sms ou sur le site du mouvement. Cette tactique a non seulement renforcé un sens de l’intégrité et de l’honnêteté, mais aussi a permis d’honorer les actions collectives de milliers de concitoyens, leur donnant une large visibilité, au travers de la diffusion par les chaînes satellites arabes.

Contre la répression par des instruments légaux

Dès 2007, certains éléments du régime commencèrent à voir d’un très mauvais œil la montée en puissance de *shayfeen.com* et de *Egyptiens contre la corruption*. En mars 2007, les forces de sécurité mirent à sac la compagnie de relations publiques de Haddad. *Shayfeen.com* fut accusé d’incitation à la violence, de correspondre avec des puissances étrangères, d’être en possession de documents défiant la politique du gouvernement (dont en particulier un kit de l’ONG Transparency International) et de propager des informations négatives sur l’Egypte. Les leaders de l’organisation incriminée gagnèrent leur procès contre le gouvernement en démontrant que

³¹ Beyerle and Hassan, *Ibid.*, 273.

leurs activités étaient légales parce que l’Egypte était signataire de la Convention des Nations Unies contre la corruption. . Le gouvernement fut forcé de publier dans les chroniques légales du journal officiel égyptien cette convention internationale, lui donnant force de loi dans les tribunaux égyptiens.

L’héritage de la lutte anti-corruption

En 2008, *shayfeen.com* fut dissoute et ce fut à *Egyptiens contre la corruption* de continuer seul la lutte. Les élections de novembre 2010, qui furent internationalement critiquées, défrayèrent la chronique.³² “C’était tout bonnement une farce; le Parlement n’avait aucune légalité” déclare Hadda. Le mouvement anti-corruption joignit ses forces avec le Mouvement de la jeunesse du 6 Avril, ainsi qu’avec la campagne de “Nous sommes tous Khaled Said”, l’aile du parti *El Ghad* composé par les jeunes, et les activistes pour la démocratie et pour les droits des travailleurs, afin de mobiliser le peuple en une insurrection nonviolente contre la dictature. Alors que les citoyens se levaient contre le régime, Haddad et quelques collègues lancèrent une initiative pour geler les avoirs et biens mal acquis de la famille Moubarak et de ses acolytes.

Haddad a récemment rapporté d’autres faits extraordinaires. En 2011, pendant les premiers jours de la révolution du 25 janvier, *shayfeen.com* refit soudainement surface. Haddad découvrit qu’une groupe de jeunes activistes avaient adopté le nom et mis à jour le logo. Ils avaient formellement ressuscité le mouvement en mars 2011. Ces jeunes approchèrent Kamel et d’autres fondatrices pour lui demander de l’aide dans la surveillance de la première élection parlementaire de l’ère post-Moubarak. En 2012, ces jeunes revinrent vers elles pour leur

³² “Egypt’s parliamentary election a farce: ElBaradei, BBC News, December 8, 2010,

<http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-11952055>.

demander de travailler avec elles sur la corruption. Les fondatrices du mouvement font désormais partie du Conseil d'administration du nouveau *shayfeen.com*, composé de neuf jeunes et de six anciens. Les plus jeunes dont plusieurs sont affiliés avec "Nous sommes tous Khaled Said" ont établi des chapitres dans chacun des 27 gouvernorats. Le nouveau *shayfeen.com*, comme son prédécesseur, est neutre idéologiquement. Il cherche à instiller des valeurs anti-corruption parmi ses pairs, à former des leaders de la société civile à travers ses initiatives éducatives, telles que des ateliers utilisant la Convention des Nations Unies contre la corruption, à mobiliser le public, par exemple au travers d'un centre d'appel gratuit permettant de rapporter des cas de corruption, ou au travers de la surveillance permettant de perturber les trafics véniaux et les abus de pouvoirs. Selon Haddad, le nouveau *shayfeen.com* avait déjà 150,000 membres en août 2012! "C'est maintenant le parti politique qui a le plus de membres en dehors des Frères musulmans." En considérant le passé, Haddad a cette réflexion: "Il y a une énergie latente dans la jeunesse. Nous et d'autres prédécesseurs comme *Kefaya* avons aidé à planter les graines de la conscience qui ont germé en eux et les ont fait se soulever et exiger leurs droits."

En seulement quelques années, la colère et le courage de quelques femmes a conduit à l'émergence de deux initiatives remarquables qui ont fait sortir la corruption de l'ombre et l'ont exposée sur la place publique. En canalisant la colère du public en résistance civile et initiant une révolte juridique pour l'indépendance, en faisant pression sur les autorités et en utilisant l'internet et les médias sociaux naissants pour communiquer, éduquer, mobiliser, elles ont directement perturbé les pratiques corrompues. Elles n'ont pas seulement érodé le règne de la peur installé par le régime, mais elles ont réussi à retourner les relations de pouvoir sens dessus

dessous. Après 25 ans d'un règne où l'Etat surveillait le peuple, les citoyens ont utilisé les tactiques nonviolentes pour ouvrir l'œil sur le régime.

Des audits sociaux pour faire pression sur les détenteurs du pouvoir:

le cas du Kenya

Les Musulmans pour les droits humains (Muslims for Human Rights - MUHURI) est une organisation de la société civile basée à Mombasa au Kenya travaillant au niveau local (grassroot) avec des communautés marginalisées dans les provinces côtières, pour la revendication des droits humains, l'Etat de droit, et la transparence dans la gouvernance au niveau national.

La vision de cette organisation est celle d'une "société juste, fondée sur les droits humains et la bonne gouvernance."³³ L'objectif de l'organisation est de promouvoir la bonne gouvernance qui respecte les droits humains et l'Etat de droit.³⁴ En 2005, de manière similaire à l'expérience de NAFODU en Ouganda, des citoyens commencèrent à faire connaître leurs plaintes à MUHURI. Ils les informèrent que des grandes sommes d'argent étaient dépensées dans leur communauté pour des projets de développement pour lesquels ils n'étaient jamais consultés, et dont ils ne bénéficiaient pas. "Nous nous étions consacrés aux droits humains mais la préoccupation la plus fréquente des gens et la question qui revenait le plus souvent c'était "Pourquoi sommes-nous si

³³ "Background of MUHURI," MUHURI website, accessed February 1, 2013,

<http://www.muhuri.org/index.php>.

³⁴ Ibid.

pauvres ?” se rappelle Hussein Khalid, le jeune Directeur de MUHURI.³⁵ En écoutant attentivement ceux avec qui ils travaillaient, les membres de MUHURI se rendirent compte que la lutte pour les droits humains était étroitement liée à la lutte contre la pauvreté et que la corruption était au cœur de ces problématiques. “Afin de faire décroître le niveau de pauvreté, on devait d’abord lutter contre la corruption et accroître la transparence de la gouvernance et sa capacité à rendre des comptes,” ajoute-t-il.

De la même manière qu’avec Integrity Watch Afghanistan (Voir chapitre 8 de cet ouvrage), le groupe n’avait initialement aucun fonds pour élargir ses activités. Il fallait improviser. Mais MUHURI était résolu à continuer à explorer les plaintes enregistrées car “c’est ce que désiraient les gens” comme s’en souvient Khalid. La plupart de leurs revendications portaient sur les fonds de développement des administrés (“*constituency development funds*” – CDFs) qui sont des allocations d’environ un million de dollars accordées à chaque membre du parlement (MP) pour le développement de sa circonscription, afin de conduire des travaux publics et d’améliorer la vie des résidents. Ces fonds CDFs ont été débloqués dans le cadre d’une réflexion à la mode dans le domaine de l’aide au développement, visant à rendre davantage de pouvoir aux communautés

³⁵ Cette section repose sur une interview avec Hussein Khalid, Directeur Exécutif de « Muslims for Human Rights » (MUHURI) le 12 Novembre 2010 ainsi que sur les références suivantes:

Vivek Ramkumar and Sowmya Kidambi, “Twataka Pesa Zetu (We Want Our Money): A Public Budget Hearing in Kenya,” International Budget Partnership, accessed June 2, 2010,

<http://www.internationalbudget.org/pdf/hearingkenya.pdf>.

Damani Baker, “It’s Our Money. Where’s It Gone,” International Budget Partnership documentary film, http://www.youtube.com/watch?v=z2zKXqkrf2E&feature=player_embedded, accessed October 28, 2013.

locales en leur donnant les ressources nécessaires pour mettre en œuvre des projets de développement. Cependant, quand il n'existe pas d'agence indépendante pour vérifier ce qui est fait avec cet argent, et quand la corruption est endémique, ces fonds sont souvent très mal gérés voir détournés,.. Cependant, sur le papier, ces programmes sont censés impliquer la participation locale dans la sélection des projets de développement et la gestion des fonds.³⁶

Les origines de l'audit social

En suivant les pistes données par des citoyens, les leaders de la société civile ont essayé de trouver plus d'information au sujet des projets soutenus par des fonds CDFs dans les provinces côtières. Bien que les législateurs Kenyan aient publié la liste des projets CDF sur un site web, il existait en fait de très peu d'information sur ces projets.³⁷ Pendant plus d'un an MUHURI a envoyé des lettres, a fait appel aux fonctionnaires des bureaux consacrés aux CDF, mais en vain. Les leaders de MUHURI ont toutefois persisté, refusant de se laisser abattre par le manque de réponse, et leurs détermination leur a valu d'être attaqué, comme le relate Khalid. Malgré ces intimidations, ils commencèrent à tenir des forums dans les communautés, afin d'éduquer le public sur les CDF, faire le point sur leurs besoins et leurs revendications, et réunir des informations sur les projets CDF, à savoir, s'ils étaient ou non en cours de réalisation, quelle était la qualité des matériaux utilisés dans ces travaux, etc... Une des fonctions importantes de ces

³⁶ Ramkumar and Kidambi, Ibid.

³⁷ "Social Audits in Kenya: Budget Transparency and Accountability," International Budget Partnership Impact Story, 2008, <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/Impact-Story-Kenya-English.pdf>.

réunions était aussi de surmonter les barrières psychologiques à l'action. "Il y avait une apathie généralisée, les gens se sentaient impuissants et sans espoir, la corruption et l'impunité étaient partout et les niveaux de pauvreté ne faisaient que croître..." se souvient-il.

Le premier succès de MUHURI consista en la découverte d'un puits construit par une personne riche, et qui figurait dans un rapport officiel sur la liste des projets CDF dans le district de Mvita. Ensuite ils trouvèrent un autre puits construit avec l'aide de fonds privé. Les citoyens de ce district alertèrent le groupe que dix ordinateurs qui devaient être distribués à des écoles, se trouvaient dans le bureau du député. Cet exemple illustre parfaitement l'ampleur de la corruption et de la gabegie dans la gestion – les enfants ne reçurent jamais cet équipement qui de toutes façons aurait été inutilisable puisque la plupart des écoles n'ont pas l'électricité. "Tout cela nous a fait réfléchir – combien d'autres projets étaient dans le même cas? Rapporte Khalid, ajoutant "on s'est rendu compte que ça pouvait être énorme." MUHURI publia l'information et envoya une lettre au député en l'invitant à un forum dans la communauté. Par ces activités préliminaires, les paramètres d'un audit social se trouvèrent réunis.

En 2007, après deux années passées à aller de député en député et de district en district, MUHURI connut un succès de premier ordre. L'organisation réussit à convaincre le député de Changamwe de publier les archives des fonds CDF pour son district, en le persuadant que, du fait qu'il serait le premier membre du parlement à se soumettre à cet exercice de transparence, verrait son image publique s'améliorer grandement, à un moment particulièrement critique puisque c'était une année électorale. Le groupe ne reçut qu'un rapport partiel concernant 14 projets

considérés comme les meilleurs par le comité CDF de Changamwe. Cependant, c'était déjà un bon début qui permit la réalisation d'un projet pilote d'audit social.

Les acteurs internationaux: un soutien constructif

Cette même année, MUHURI fut contacté par deux organisations non-gouvernementales internationales, le programme d'Afrique de l'Est de l'initiative Open Society (OSIEA) et l'un de ses partenaires, le Projet de budget international (International Budget Project – IBP). Grâce à une aide de OSIEA reçue en Août 2007, MUHURI organisa une formation intensive d'une semaine portant sur les projets CDF à l'échelle nationale, et réunissant 60 participants venant de 15 ONGs kenyanes. IBP fit venir l'équipe de formateurs dont certains étaient des vétérans du mouvement social pour le droit à l'information en Inde, aussi affiliés avec le *Mazdoor Kisan Shakti Sangathan* (Syndicat des paysans et des ouvriers), l'organisation civique qui servit de catalyseur dans cette lutte nonviolente emblématique, ayant utilisé une large panoplie de tactiques.³⁸ L'atelier avait trois objectifs. D'abord, les organisateurs cherchaient à construire un savoir-faire au sujet des fonds CDF, à collecter des données, des budgets, à apprendre à les analyser et à partager cette information de manière simple et compréhensible avec le public au travers de sites web. Deuxièmement, ils cherchaient à faciliter un échange d'information et de pratiques, de manière horizontale, de citoyen à citoyen. Enfin, au travers l'échange de ces expériences pratiques, ils cherchaient à donner à des leaders civiques et activistes kenyans la capacité de développer leurs propres plans d'action. Au cours de cette semaine d'ateliers, les

³⁸ Pour une étude de cas excellente sur le mouvement pour le droit à l'information en Inde, voir: Sowmya Kidambi, *Right to Know, Right to Live: Building a campaign for the right to information and accountability* (Minneapolis: The Center for Victims of Torture, 2008).

participants avaient l'occasion de conduire leur premier audit social en utilisant les 14 rapports des fonds CDF de Changamwe.

OSIEA travailla également avec le "International Budget Partnership" pour produire un guide éducatif sur le CDF et le processus d'audit social.³⁹

Les six étapes de l'audit social de MUHURI

A partir de cette collaboration innovante, MUHURI a créé une méthode nonviolente originale – l'audit social en six étapes.⁴⁰

1. *Rassembler l'information* – à partir de tous les bureaux gérant les fonds CDF. Des représentants formés de MUHURI sont chargés de cette tâche qui peut s'avérer trop difficile pour des citoyens ordinaires car il s'agit d'approcher des fonctionnaires et d'obtenir des informations bien gardées.
2. *Former des activistes à l'échelle locale* – former des hommes et des femmes, pour qu'ils deviennent des activistes dans leurs communautés. On les forme à déchiffrer les

³⁹ Pour télécharger le manuel, voir:

Wanjiru Kikoyo, *The CDF Social Audit Guide: A Handbook for Communities* (Nairobi: Open Society Initiative for Eastern Africa, February 2008),

<http://www.opensocietyfoundations.org/publications/cdf-social-audit-guide-handbook-communities>.

⁴⁰ Le documentaire de 20mn cité plus haut, sur les audits sociaux de MUHURI expose cette méthode spécifique, de même qu'une partie de la formation du CDF en 2007.

documents officiels et les budgets, à surveiller les dépenses, et à aller sur le terrain pour physiquement inspecter les travaux publics.

3. *Eduquer et mobiliser les citoyens ordinaires* – les informer de leurs droits de demander des comptes aux détenteurs du pouvoir. Les activistes formés au niveau local pendant la deuxième étape, soutenus par MUHURI, éduquent à leur tour les membres de leur communauté. Ils les impliquent et les encouragent à assister aux audiences publiques, au travers de tactiques nonviolentes telles que le théâtre de rue, les processions musicales avec trompettes et percussions, la radio communautaire, et la distribution de tracts par des bénévoles. L'information diffusée au sujet de la mauvaise utilisation des fonds CDF et de la corruption est largement partagée et l'on consigne la réaction des citoyens et leurs opinions.
4. *Inspecter les sites de tous les projets CDF* - Les citoyens activistes conduisent sur le terrain une surveillance méticuleuse de tous les projets, notant systématiquement ce qu'ils observent et en les comparant aux dossiers et descriptifs officiels. Ils utilisent aussi ces visites de sites pour parler avec les résidents. Ils partagent avec eux ce qu'ils savent de ces projets CDF afin de générer un intérêt pour l'audit social et encourager les gens à assister aux audiences publiques. Ils collectent également davantage d'information au sujet de pratiques vénales. Par exemple, une inspection dans un centre commercial construit avec des fonds CDF a révélé que le toit était fabriqué avec des matériaux de moindre qualité par rapport à ce qui était prévu sur les plans. De plus, en parlant aux gens dans la communauté, les activistes apprirent que les matériaux de l'ancien centre

commercial avaient été réutilisés dans la nouvelle structure, bien que sur le papier, seuls des matériaux neufs devaient être achetés et utilisés.⁴¹

5. *Organiser des audiences publiques* - Des fonctionnaires locaux travaillant sur les fonds CDF, des membres des comités CDF, le parlementaire du district, les administrateurs du district et les médias sont invités à cette audience publique. D'abord l'équipe du théâtre de MUHURI entraîne les résidents dans une procession à travers les rues de la communauté ou du village, accompagnée par des chants et des slogans et une fanfare de jeunes. Les adultes y sont accompagnés par des enfants qui dansent et chantent en s'exclamant "Que voulons-nous? Nous voulons notre argent !" Plusieurs représentants de MUHURI ouvrent le forum en faisant remarquer que les audits ont été effectués par des résidents locaux, et que tous ceux qui sont réunis sont investis d'une responsabilité commune qui est celle de s'assurer que l'argent des CDF bénéficient bien à "notre" communauté et que les objectifs de l'audit ne sont pas politiques.⁴² Une fois que la séance est ouverte, les citoyens-activistes présentent les résultats de leurs enquêtes, et les fonctionnaires et officiels des bureaux du CDF sont interrogés à la fois par les activistes et par les citoyens présents, et les membres de la communauté leur demandent des comptes. Au vu et au su de toute la communauté, MUHURI obtient des officiels et administrateurs des promesses fermes et concrètes visant à résoudre les problèmes, ainsi que leurs signatures sur une "charte de responsabilité" faisant la liste de tous leurs engagements.

6. *Assurer le suivi avec les administrateurs*

⁴¹ Ramkumar and Kidambi, Ibid.

⁴² Baker, Ibid.

MUHURI prépare un rapport incluant toutes les conclusions de la communauté et les recommandations des membres du comité local des CDF, et fait un suivi de l'application de ces recommandations.

La première audience publique de MUHURI eu lieu le 26 août 2007, conduite au cours de l'atelier mentionné plus haut. Environ 1500 à 2000 résidents du bidonville de Changamwe y participèrent, plusieurs d'entre eux restant debout sous la pluie pendant une grande partie de la journée car il n'y avait pas suffisamment de chaises. Trois candidats de l'opposition étaient présents. Bien que tous les officiers invités ne se soient pas déplacés, trois membres du bureau du CDF étaient présents, ayant apporté 50 dossiers. Faisant face aux preuves apportées par la communauté de signes apparents de corruption et de mauvaise gestion, ces trois fonctionnaires - pris de panique- appelèrent en urgence le membre du parlement qui ne tarda pas à arriver. Après quelques heures, ce député finalement accepta d'enregistrer toutes les plaintes contre les entreprises et entrepreneurs impliqués. Les deux activistes du MKSS [*Mazdoor Kisan Shakti Sangathan*] rapportèrent que:

“... cette journée marque la première fois que des administrateurs du CDF dans ce district (et vraisemblablement la première fois dans tout le pays) devaient présenter des comptes et des informations au sujet de projets financés par les CDF devant les résidents et administrés de leur district dans un forum conçu, organisé et sponsorisé par des membres de la communauté locale, dans un lieu et à une date choisie par la communauté et non pas dans une réunion organisée par le député ou ses supporters.⁴³”

⁴³ Ramkumar and Kidambi, *Ibid.*, 3.

Créativité et discipline nonviolente pour contrecarrer les tentatives d'intimidation

MUHURI utilise une large panoplie d'actions créatives inspirées par les différents contextes locaux afin de communiquer des messages, de mobiliser les citoyens, et de faire jouer le levier du pouvoir populaire au travers du processus de l'audit social. L'humour est souvent utilisé pour alléger les tensions et traiter de problèmes sérieux d'une manière qui ne soit pas menaçante. Les tactiques utilisées, du théâtre de marionnettes jusqu'à la confection d'immenses figurines de quatre mètres de haut habillées en vêtements traditionnels, sont destinées à attirer l'attention, à générer l'enthousiasme et à inciter les gens à dépasser leurs peurs afin de s'exprimer devant les détenteurs du pouvoir. Au forum public de Changamwe, MUHURI déroula une bannière longue de 50 mètres avec les noms de tous ceux qui avaient signé la pétition demandant que le règlement sur les CDF contienne des mesures sur la transparence et la responsabilité de la gouvernance, et demandant l'instauration d'une loi sur la liberté de l'information. Le député, dont on savait qu'il s'opposait à cette loi, commença par refuser de la soutenir, mais après que l'ensemble des citoyens présents aient signé la pétition ainsi que les trois candidats de l'opposition qui étaient présents, il capitula devant la pression civique et ajouta sa signature.

A partir du moment où MUHURI et les citoyens commencèrent à perturber le statu quo vénal et les intérêts particuliers qui en profitaient, les tentatives d'intimidation ne tardèrent pas à se faire sentir. Le groupe refusa d'y céder. Il insista sur la nature pacifique de sa lutte. De plus, MUHURI avait pris des mesures de manière proactive pour maintenir une discipline strictement nonviolente en son sein, en formant les jeunes à la nonviolence, comme le dit Khalid. "Parfois les jeunes veulent se battre et peuvent être ingérables dans une foule. Nous avons appris que nous devons former nos propres "surveillants" et facilitateurs afin de contrôler les jeunes et

d'éviter la violence" explique-t-il. En effet, après avoir reçu des menaces d'un politicien, dix jeunes hommes furent engagés pour garder les bureaux de MUHURI, et y dormir la nuit. Un soir, il furent attaqués. Khalid se souvient qu' "ils avaient été formés à ne pas réagir aux attaques et à juste rester assis. C'est ce qu'ils firent, et ils endurèrent leur passage à tabac."

Enfin, quand MUHURI eut à faire face à la plus grave des menaces, ils réussirent à la retourner contre ses instigateurs de manière magistrale et victorieuse. En 2009, pendant l'audit social du district de Likoni, deux nuits avant l'audience publique, les bureaux de MUHURI furent mis à sac par un gang de neuf personnes, et l'un des gardes fut poignardé dans le cou. Les activistes de MUHURI comprenaient que l'objectif d'une telle répression était de générer la peur et de paralyser l'action. Exprimant le sentiment général de défiance, Malfan, un jeune résident et activiste déclara: "S'ils viennent nous voler nos documents, ça donne l'impression qu'ils ont quelque chose d'encore plus énorme à cacher et cela nous donne encore plus de motivation pour rechercher encore plus d'informations."⁴⁴ Plutôt que de battre en retraite, le lendemain, Khalid et un autre citoyen devenu activiste, Farida Rashid, donnèrent une interview à la radio locale. Cela leur donna une large plateforme à travers laquelle ils purent communiquer avec le public (ainsi qu'avec ceux qui avaient fomenté l'attaque). Ils affirmèrent leur détermination à ne pas se laisser intimider et mirent l'accent sur leur unité et sur leur responsabilité collective. Khalid s'adressa de cette manière aux auditeurs: " On essaie de nous faire peur... Mais quand les habitants de Likoni sont arrivés ce matin, ils nous ont dit 'Nous sommes déterminés à rester et à protéger ce travail, pour que demain nous puissions présenter nos conclusions à l'audience publique'." Les deux leaders civiques retournèrent l'attaque contre ses auteurs, grâce à cet appel vibrant fait sur les ondes par Khalid: "Jusqu'à ce que les citoyens se mobilisent et participant pleinement à ce

⁴⁴ Baker, Ibid.

processus, comme par exemple en venant en grand nombre à l’audience de demain à 14h, à Bomani, jusqu’à ce qu’ils montrent leur détermination et leur désir profond de voir changer les choses, alors nous le peuple continueront à souffrir pendant que les politiciens continueront à s’en mettre plein les poches.”⁴⁵

Capitaliser sur le grand nombre de personnes ciblées: identité collective, recrutement, et mobilisation

MUHURI, comme “Integrity Watch Afghanistan” (chapitre 8), considère les citoyens ordinaires comme les protagonistes du changement et voit son rôle comme celui de catalyseur, mettant en puissance la force des communautés. “Les acteurs clés sont les communautés et nous ne faisons que les soutenir,” affirme Khalid. Comme avec les initiatives de surveillance communautaire de Integrity Watch Afghanistan, les audits sociaux se font grâce aux citoyens – un élément essentiel du pouvoir populaire qui rend plus solide l’identité collective, l’appropriation collective de la cause et l’engagement collectif à celle-ci.

“Ce sont les communautés qui s’approprient les questions à traiter et elles nous demandent de les aider,” explique-t-il. Au travers de ses communications, de ses activités de communication vers un large public, et de ses tactiques nonviolentes, le groupe cherche à:

- Surmonter l’apathie généralisée, l’absence de tout espoir et le sens d’une infériorité vis-à-vis des détenteurs du pouvoir;

⁴⁵ Ibid.

- Encourager la responsabilité collective pour faire face à toutes les injustices; fournir toute l'information nécessaire, ainsi que les formations, le savoir-faire et le coaching et la facilitation;
- Offrir des opportunités innovantes pour l'action citoyenne, et servir de moniteurs bénévoles participant dans les forums de la communauté, ces derniers permettant de capitaliser sur le pouvoir du nombre, ce qui aide à surmonter les peurs.

Un rapport du “International Budget Partnership” conclut que:

Le MKSS et MUHURI ont tous deux conduit des audits sociaux dans des environnements hostiles. Leurs expériences montrent que des individus qui en d'autres circonstances se sentiraient intimidés de parler devant des hauts fonctionnaires, sont capables de le faire dans le contexte d'un audit social qui rassemble un large nombre de leurs concitoyens – sans doute grâce à la force qu'ils ressentent à faire part d'une processus collectif d'évaluation.⁴⁶

MUHURI est bien ancré dans les communautés et les initiatives prises le sont en partenariat avec ces communautés. Lorsqu'on lui demande de décrire la relation entre le groupe et les communautés, Khalid répond, “je ne sais pas dire en quoi MUHURI et les communautés sont distincts l'un de l'autre – les communautés font partie de nous et nous faisons partie d'elles.” Ainsi, le recrutement pour les audits sociaux s'effectue de manière organique. Les leaders

⁴⁶ Manuela Garza, “Social Audits as a Budget Monitoring Tool,” International Budget Partnership Learning from Each Other Series. October 2012, 6, <http://internationalbudget.org/publications/social-audits-as-a-budget-monitoring-tool/>.

civiques ont des contacts à des niveaux différents des communautés et font partie de réseaux locaux informels. Les membres de la communauté peuvent également identifier des citoyens-activistes potentiels. Une fois impliquées, ces personnes amènent souvent d'autres à participer. S'engager dans des audits sociaux est une activité qui ne peut s'entretenir d'elle-même seulement parce que des citoyens qui y participent de manière bénévole, fournissent l'énergie qui fait bouger les choses, et tout cela renforce un sens de responsabilité collective. "Quand ils savent que c'est pour leur propre bien, les gens essaient de trouver un moyen d'agir, surtout quand ils savent que d'autres comptent sur eux, et veulent qu'ils soient responsables," dit Khalid.

Résultats

En l'absence d'une loi sur le droit à l'information, il n'a pas été facile de convaincre les parlementaires ni les administrateurs du CDF de donner accès à leurs fichiers. Malgré cela, MUHURI a réussi à plusieurs reprises à gagner accès à des documents officiels. En conséquence, pendant les trois années suivantes, MUHURI a conduit des audits sociaux exhaustifs dans dix districts de la Province côtière. Grâce à la mobilisation populaire, des cas de malversations furent découverts et rectifiés. Par exemple en 2010 à Kisauni, l'initiative civique apprit qu'un dispensaire pour le traitement du virus du SIDA avait été définitivement fermé. Or le comité des fonds CDF déclara que ce dispensaire devait être rénové. En réalité, des citoyens-activistes mirent en lumière qu'aucune somme d'argent n'avait été allouée pour cette rénovation, et que le terrain sur lequel la clinique est construite avait été vendu illégalement. A la suite de l'audit

social, cette vente fut annulée, des fonds furent alloués à la clinique, des améliorations y furent apportées et la clinique finit par ré-ouvrir.⁴⁷

Non content de ces succès, MUHURI prit en 2010 une décision stratégique pour étendre ces initiatives d’audit social tout en accroissant la capacité populaire de les conduire. L’objectif global est de créer une durabilité de long terme pour l’initiative en donnant à d’autres – organisations de la société civile, communautés, citoyens ordinaires - les moyens et méthodes d’action pour faire rendre des compte aux autorités et aux politiciens sur les décisions qu’ils ont prises, indépendamment de MUHURI.

Premièrement, au lieu de conduire des audits sociaux avec les communautés, ils se mirent à former des organisations de la société civile et des citoyens afin de conduire leurs propres initiatives. Deuxièmement, ils développèrent des “mini” audits sociaux, où les résidents peuvent surveiller un projet particulier dans leur voisinage immédiat, plutôt qu’un large ensemble de projets à travers tout le district.⁴⁸ Cette nouvelle méthode innovante rappelle l’approche des initiatives de surveillance de “Integrity Watch Afghanistan”. Non seulement on rend le pouvoir d’action à l’échelon de base de la société, mais chaque petite victoire contribue à construire la confiance en soi et produit des résultats visibles qui ont un bénéfice immédiat sur la vie quotidienne des résidents. Troisièmement, MUHURI est maintenant en discussion avec des

⁴⁷ Rocio Campos, “Kenya’s Muslims for Human Rights (MUHURI) Takes Its Success with Social Audits to the Next Level,” International Budget Partnership newsletter, January-February 2011, no. 58, <http://internationalbudget.org/wp-content/uploads/2011/04/newsletter58.pdf>.

⁴⁸ Campos, Ibid.

agences du gouvernement afin d’explorer des audits sociaux conduits par les citoyens en coopération avec les autorités.⁴⁹

Au niveau national, l’action de MUHURI inclue à la fois des approches institutionnelles et extra-institutionnelles pour faire pression sur les autorités. Comme le DHP au Mexique (voir ci-dessous), la *Ficha Limpa* au Brésil (Chapitre 4 de cet ouvrage), et l’organisation mentionnée ci-dessus, *shayfeen.com* en Egypte, MUHURI cherche également à utiliser au mieux le système juridique. En 2009, un procès a été lancé dans les tribunaux Kenyans pour mettre en question la constitutionnalité de la législation CDF, en raison du rôle joué par les membres du parlement dans la gestion de ces fonds. Bien que MUHURI n’ait pas gagné ce procès, le fait même qu’il ait eu lieu a provoqué une onde de choc qui a secoué l’ensemble du système politique. Profitant d’une large mobilisation, des activistes de huit districts qui avaient conduit des audits sociaux ont joint une campagne nationale pour modifier la loi CDF. En Juin de cette même année, le gouvernement du Kenya créa une commission spéciale pour examiner cette proposition.⁵⁰ Le rapport, comprenant un certain nombre de réformes de la loi, fut publié en Juillet 2012.⁵¹

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Baker, Ibid.

⁵¹ Le décalage est dû au fait que la nouvelle et innovante constitution fut ratifiée par les électeurs en 2010, et elle entérine le droit à l’information et le droit aux pétitions permettant de mettre en œuvre, d’amender ou bien de supprimer des législations sous l’Article 119. Pour plus d’information sur la nouvelle constitution kenyane, voir:

“Countries at the Crossroads: Kenya,” Freedom House, 2012,

<http://www.freedomhouse.org/report/countries-crossroads/2012/kenya>.

Les audits sociaux, générant une pression du peuple sur les élites, changèrent la relation entre les détenteurs du pouvoir et le public. Les législateurs et les fonctionnaires sentirent la nécessité de traiter les citoyens d'égal à égal, ce qui transforma la vision que les citoyens avaient d'eux-mêmes, leur donnant confiance en eux et en leur capacité à agir. Au travers de l'action nonviolente et de victoires graduelles, les citoyens ont cultivé un sens de leur pouvoir en tant qu'agent de changement, ce qui fait penser à Khalid que ce processus peut conduire à encore davantage de justice. "Si les gens sont capables de se laisser encourager pour sortir de chez eux et agir, aujourd'hui ce sont les CDF, demain ce sera autre chose, et après-demain encore quelque chose d'autre. Ainsi, CDF est une porte d'entrée vers la réalisation de tous les droits que les citoyens n'obtiennent toujours pas."⁵² Comme les initiatives de surveillance communautaire en Afghanistan, les audits sociaux au Kenya pratiquent la démocratie depuis le bas de l'échelle sociale jusqu'en haut. Le "International Budget Partnership" résume ainsi cette dynamique: "Ce sont des "exercices en démocratie participative qui défient les 'règles du jeu' conventionnelles de la gouvernance."⁵³ Peut-être ce qu'il y a de plus révolutionnaire c'est que dans certaines parties du gouvernement Kenyan, les détenteurs du pouvoir commencent à encourager l'action civique. En Février 2013, la vice-présidente de la Commission Ethique et Anti-corruption, Irène Keino, a lancé publiquement cet appel:

Faith Muiruri, "New law guarantees right to information, representation," Special Report. *The Link*, November 2012, http://www.kas.de/wf/doc/kas_32744-1522-1-30.pdf?121115081109.

⁵² Baker, *Ibid.*

⁵³ Garza, *Ibid.*, 6.

“Nous appelons les Kenyans à la vigilance et à rapporter tous les cas de corruption à nos bureaux... Les Kenyans doivent surveiller les leaders et la manière dont ils gèrent les fonds. S’ils identifient des cas d’appropriation à des fins privées, ils ne doivent pas hésiter à nous le signaler.⁵⁴”

En ce qui concerne le député du district de Changamwe qui fut le premier à ouvrir ses dossiers à l’attention du public, l’histoire se finit bien. Malgré les découvertes faites de cas de corruption au travers du premier audit social, il tira avantage de sa transparence pendant la campagne électorale, et gagna les élections de 2007 alors même que cette année-là la majorité des députés défendant leur siège le perdirent. Alors que les représentants de MUHURI étaient en train d’observer le compte des voix dans le district, un fonctionnaire du CDF leur a dit qu’au moins 40% des votes qui s’étaient portés sur le député étaient dus au fait qu’il avait accepté de collaborer avec l’audit social.⁵⁵

Les Jeunes de Bosnie-Herzégovine en ont ‘Assez !’ des abus de pouvoir du Président!

Dosta! (Assez!) est un mouvement de résistance nonviolente mené par des jeunes, qui a été créé en 2006, après qu’un groupe de jeunes se soient réunis sur internet pour discuter de politiques et

⁵⁴ Faith Ronoh, “Commission to investigate Kenyan MPs over CDF use.” *The Standard*, February 3, 2013,

http://www.standardmedia.co.ke/?articleID=2000076536&story_title=Kenya:%20Commision%20to%20investigate%20MPs%20over%20CDF%20use.

⁵⁵ “Social Audits in Kenya: Budget Transparency and Accountability,” Ibid.

des problèmes de l'ère d'après-guerre en Bosnie Herzégovine et ait ensuite décidé de se rencontrer en personne.⁵⁶ Comme le DHP du Mexique (voir section suivante), les objectifs de *Dosta!* sont de nature à transformer la société. Ce mouvement cherche à “promouvoir la transparence et la responsabilité du gouvernement vis à vis du peuple, à activer la participation civique de tous les citoyens bosniaques, quels que soient leurs religions ou leur appartenance ethnique,” comme le dit Darko Brkan, un des fondateurs du mouvement.⁵⁷ En tandem, les jeunes ont identifié trois problèmes structurels auxquels s'attaquer: la passivité des citoyens ; la corruption et le crime dans le gouvernement ; et la haine ethnique provoquée par des tactiques

⁵⁶ La Bosnie a sombré dans une guerre ethnique au sein de l'ancienne Yougoslavie de 1992 à 1995. Le pays, ethniquement divisé entre Bosniaques, Serbes et Croates, se caractérise par l'infiltration du crime organisé dans l'Etat, la corruption endémique, la politisation du secteur public, des structures complexes de partage du pouvoir, une administration incohérente, et des élites politiques vénales en collusion avec des réseaux économiques criminels et informels qui ont persistés depuis la guerre.

Marie Chêne, “Corruption and Anti-Corruption in Bosnia and Herzegovina (BiH),” U4 Anti-Corruption Resource Centre, November 23, 2009, <http://www.u4.no/publications/corruption-and-anti-corruption-in-bosnia-and-herzegovina-bih/>.

⁵⁷ Darko Brkan, Recorded Interview: *DOSTA!* Movement, International Center on Nonviolent Conflict, June 24, 2010, accessed October 28, 2013, <http://www.nonviolent-conflict.org/index.php/learning-and-resources/on-the-ground/1139-darko-brkan>.

politiciennes jouant sur les peurs.⁵⁸ *Dosta!* cherche à rester informel, indépendant, et “libre d’esprit”⁵⁹ comme le décrit Brkan. Au début, les jeunes voulaient seulement s’engager dans la protestation et faire entendre leur voix. En Mars 2006, ils ont organisé une manifestation contre la hausse des prix de l’électricité, par la commission de régulation de l’énergie. A leur plus grande surprise, environ 600 personnes – la plupart âgées de 50 ans et plus – joignirent la mobilisation civique, la plus importante du pays depuis la fin de la guerre. Du fait de la nouveauté créé par l’évènement, celui-ci fut largement relayé par les médias mais il n’y eut aucune réponse des pouvoirs publics. Pourtant le soutien du public à cette initiative confirmait bien que les citoyens partageaient un sentiment généralisé d’insatisfaction au regard de la manière dont le gouvernement gérait le pays.⁶⁰ *Dosta!* a compris alors qu’il avait contribué à allumer le feu de la dissension.

Dans les années qui suivirent, ce mouvement de jeunes devint synonyme de l’activisme civique, organisé à l’échelle locale (grassroot), et transcendant les divisions ethniques et religieuses. Il utilisa une grande variété de tactiques nonviolentes, telles que des marches silencieuses contre la corruption, des pétitions demandant la démission d’administrateurs locaux corrompus, un blocus nonviolent de Sarajevo afin de protester contre la brutalité policière, des activités culturelles, et des services sociaux alternatifs. Il était devenu incontournable en 2010, célèbre autant dans le

⁵⁸ Darko Brkan, “Civil Resistance in Bosnia: Pressure by the People for Accountability and Social Change,” Powerpoint Presentation, June 24, 2010, accessed October 28, 2013, http://www.nonviolent-conflict.org/images/stories/pdfs/dosta_ppt.pdf.

⁵⁹ Darko Brkan, Recorded Interview, Ibid.

⁶⁰ Cette section repose sur des interviews par SKYPE avec Darko Brkan, un des fondateurs de *DOSTA!*, les 3, 5 et 19 Mai 2011, et le 12 Juin 2011.

public qu'auprès de médias et des détenteurs du pouvoir. En août 2012, le mouvement comptait cinq chapitres en activité. Brkan rapporte le fait important que de nouvelles organisations aient émergé à partir de ces différents chapitres, qui étaient actifs à travers le pays, et au-delà de toute division ethnique.⁶¹ La vision d'ensemble, la stratégie et la planification du mouvement émanaient du chapitre de coordination, basé à Sarajevo, mais chaque chapitre fonctionnait de manière autonome. Les décisions étaient basées sur le consensus. Cette structure a évolué au cours du temps par une suite d'essais et d'erreurs. Le mouvement n'a pas de budget de fonctionnement ni de salariés ni d'organisation formelle. Il est totalement financé et géré par des bénévoles.

De l'abstrait au concret: le cas de l'appartement illicite du Premier Ministre

Début 2008, *Dosta!* décida qu'une nouvelle stratégie était nécessaire pour s'en prendre à la corruption endémique. De la même manière que l'Initiative citoyenne pour une lumière constante en Turquie, mentionnée plus haut, DHP (Mexico), et Le Cinquième pilier en Inde, les activistes faisaient face à un défi qui semblait insurmontable. Ils réfléchirent à la manière dont ils

⁶¹ Pour des informations supplémentaires sur les activités, les innovations de *DOSTA!* et les résultats obtenus par ses actions, en plus de la campagne décrite dans ce chapitre, voir:

Darko Brkan, Recorded Interview: *DOSTA!* Movement, International Center on Nonviolent Conflict, June 24, 2010, accessed October 28, 2013, <http://www.nonviolent-conflict.org/index.php/learning-and-resources/on-the-ground/1139-darko-brkan>.

Darko Brkan, "Building a Movement in Bosnia and Herzegovina," Build Awareness post, Movements.org, n.d., accessed October 28, 2013, <http://www.movements.org/case-study/entry/building-a-movement-in-bosnia-and-herzegovina/>.

pourraient avoir le plus d'impact sur un phénomène si vaste. Leur conclusion fut de lier la corruption à un cas précis et tangible d'abus de pouvoir, et d'en faire un exemple en choisissant une figure publique plutôt qu'une forme particulière de corruption ou d'institution. Brkan explique leur raisonnement ainsi: "Nous avons ciblé des individus parce qu'il est très difficile en Bosnie de demander des comptes à des institutions publiques. Les juridictions du gouvernement ne sont pas claires, il y a plusieurs niveaux de gouvernement, et il est facile pour les détenteurs du pouvoir de se défaire en prétendant que ce n'est pas leur responsabilité ou en bloquant les décisions."⁶² Le leadership du mouvement décide de cibler Nedžad Branković, le Premier Ministre de la Fédération de Bosnie Herzégovine (BH), qui, comme l'explique Brkan, était sinistrement connu pour toutes sortes de malversations depuis 1994, lorsqu'il servait comme

⁶² Les structures institutionnelles et constitutionnelles de la Bosnia-Herzegovina's (BiH) d'après-guerre furent établies par l'Accord de Paix Dayton de 1995. Cet accord est aussi confus que complexe et laisse la place ouverte à la corruption du système de gouvernance autant de manière verticale au sein de l'Exécutif, dans les branches législatives et les institutions d'Etat, que de manière horizontale entre ces branches. Le pays est composé de deux entités, la Fédération de Bosnie Herzégovine et la République Srpska. Chacune a son propre parlement, et la fédération de Bosnie Herzégovine a dix cantons, chacun avec son propre parlement. De plus, il existe un District de Brčko en auto gouvernement, et chapotant le tout, une "Maison du Peuple." En tout, il y a un total de 14 parlements – pour une population, estimée à 3.8 millions en 2012 (il n'y a pas eu de recensement officiel après la guerre). Pour plus ample information, voir:

"Background Note: Bosnia and Herzegovina," Bureau of European and Eurasian Affairs, U.S. Department of State, March 15, 2012, <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2868.htm>.

Brkan, Recorded Interview, Ibid.

Directeur Général des chemins de fer de BH. “On pouvait lier sa personne à tout le système corrompu du pays” poursuit Brkan. Les jeunes activistes savaient que s’ils pouvaient mettre en évidence la corruption des chefs de l’Etat, alors cette victoire aurait un impact sur l’ensemble du système vérial et les citoyens se sentiraient encouragés et renforcés dans leur poursuite de la lutte.

Les activistes ont d’abord décidé de remettre leur campagne à plus tard, afin d’agir contre la détérioration des conditions de sécurité à Sarajevo, illustrée par le meurtre d’un adolescent et l’indifférence insensible de la part du premier ministre du Canton de Sarajevo, Samir Silajdžić, et celle de la maire de Sarajevo, Semiha Borovac. Après des mois de mobilisation civique, où des milliers de personnes protestèrent chaque semaine en demandant la démission de ces deux politiciens, le mouvement remporta sa première victoire. En Octobre 2008, Borovac perdit les élections et son parti perdit la majorité. Silajdžić fut forcé de démissionner après que son parti essuya une défaite importante dans les élections locales, dont il ne se remit jamais, devenant depuis un parti d’opposition très minoritaire.

Pendant le dernier trimestre de 2008, les jeunes activistes tournèrent à nouveau leur attention vers le Premier Ministre, se demandant quelle pouvait être leur prochaine action. Début 2009, ils présentèrent plusieurs scandales de corruption au public et tentèrent d’attirer l’attention des médias et de mobiliser l’opinion publique, mais sans résultat. “D’énormes sommes d’argent étaient détournées, mais cela ne semblait pas résonner avec la plupart des gens,” se souvient Brkan. “Le public avait tellement l’habitude de vivre avec un système corrompu qu’il nous fallait trouver un moyen de leur faire voir les choses de manière différente et de les inciter à s’engager.” Ils décidèrent de se focaliser sur un incident qui trouva finalement un écho auprès des gens. En

2000, quand le Premier Ministre Branković était directeur de Energoinvest, il avait acquis du gouvernement, dans un temps record, un immense et luxueux appartement dans l'un des quartiers les plus huppés de Sarajevo, pour l'équivalent de 500 dollars.⁶³ Cet exemple représentait un cas particulièrement choquant dans un contexte où de nombreuses familles ne parvenaient pas à trouver de logement, et où, afin de pouvoir en acheter un, il fallait graisser la patte à un tas d'intermédiaires et se livrer à un parcours du combattant dans les méandres compliqués du système véral. "Tout d'un coup c'était quelque chose de tangible, et les gens pouvaient se sentir concernés car chacun veut devenir propriétaire d'un appartement, et donc c'était une affaire qui intéressait tout le monde" ajoute Brkan.

Un article peu connu de 2007 et un rapport du Centre de journalisme d'investigation avait révélé l'affaire à l'époque. Le gouvernement et une agence de l'Etat avaient acheté la résidence à un prix élevé et aux frais du contribuable, et l'avait transférée sur une liste d'"appartements supplémentaires" créée pour les réfugiés après la guerre, puis privatisée. Branković obtint ensuite cet appartement grâce à des bons représentant une très faible somme, en l'espace de quelques

⁶³ Selon le Centre de Journalisme Investigatif, qui a couvert cette affaire de corruption, Branković a payé 900 KM (marks convertibles – la monnaie de Bosnie Herzégovine) pour l'appartement, qui avait une valeur marchande de 500,000 KM. Pour plus amples détails, voir: "A Lucky Real Estate Deal," Center for Investigative Reporting, September 4, 2007, http://www.cin.ba/Stories/P15_Railways/?cid=756,1,1.
"Branković – From a Tenant to a Rich Man," Center for Investigative Reporting, December 22, 2009, <http://www.cin.ba/Stories/AdHoc/?cid=946,1,1>.

jours.⁶⁴ Techniquement, chaque étape de ce processus infâme était “légale” mais n’aurait, en tout état de cause, pas pu avoir lieu sans de flagrants abus de pouvoir. Cette histoire fut relatée pour la première fois en 2008 quand le célèbre groupe de musique alternative, *Dubioza kolektiv*, sorti une chanson appelée *Šuti i trpi* (tais-toi et prend). La vidéo de la chanson montrait des segments d’une interview du Premier Ministre par le Centre de journalisme d’investigation où il prétendait ne pas se souvenir comment il avait acheté l’appartement mais que cette vente “avait été faite légalement.”⁶⁵ Cependant, ce n’est que lorsque le mouvement de jeunes s’empara de ce cas qu’il devint une question politique majeure qui finit par saper le Premier Ministre et à lui retirer tout soutien au sein même de son propre parti, le Parti pour l’action démocratique (SDA).

Le coût d’un appartement obtenu à un prix défiant toute concurrence!

En mettant sur pied la campagne, les responsables du mouvement prirent des décisions stratégiques en termes de calendrier, de tactiques, et de communication. Ils décidèrent de lancer l’initiative en janvier 2009 pour plusieurs raisons. Les élections locales de 2008 avaient abouti à des pertes pour les partis au pouvoir corrompus. On était au milieu du mandat de Branković, et il commençait à perdre des soutiens au sein de son parti. “Nous avons cherché à tirer parti de cette

⁶⁴ Rosemary Armao, *Covering Corruption: The Difficulties of Trying to Make a Difference* (Washington, DC: Center for International Media Assistance, National Endowment for Democracy, July 21, 2010), 9.

⁶⁵ “Branković, Bičakčić Indicted,” Center for Investigative Journalism, April 17, 2009, <http://www.cin.ba/news/1/?cid=893,1,1>.

La vidéo peut être visionnée sur Youtube: <http://www.youtube.com/watch?v=oXobejzkijo>.

conjoncture et du calendrier électoral” dit Brkan. *Dosta!* pris également la décision de changer de tactique et de remplacer la mobilisation dans la rue par la résistance digitale sur internet, afin de prendre le Premier Ministre et les autorités de court. “C’était la première fois en Bosnie Herzégovine qu’on faisait une campagne en ligne et ça a donc été une surprise totale pour le gouvernement puisque depuis 2009, ils avaient l’habitude des manifestations de *Dosta!* et s’y préparaient,” explique Brkan. ⁶⁶ Une autre raison de ce choix était d’accroître la participation du plus grand nombre de gens, et donc d’exercer la pression maximale possible. “Il faut proposer d’autres actions à tous ceux qui vous soutiennent et les manifestation de rue ne sont pas forcément une tactique adaptée à tout le monde,” ajoute Brkan.

Dans les premières heures du jour, en ce 10 janvier 2009, de mystérieux graffitis firent leur apparition sur l’immeuble comprenant l’appartement de Branković: “Rend l’appartement, voleur!” Cette défiance civique mettait le Premier Ministre dans une situation très inconfortable. Il lança les forces de l’ordre à l’attaque, ce qui résulta en de nombreuses arrestations et interrogatoires, des patrouilles stationnant dans toute la ville de Sarajevo et une protection policière rapprochée autour de son immeuble.⁶⁷ De plus, il appela les systèmes judiciaire et législatif à la rescousse en demandant à ce que des procédures soient lancées contre les auteurs de la campagne, et que le Parlement lance une enquête.⁶⁸ Il couronna le tout par un cadeau inespéré à *Dosta!*, en guise d’accusation de molestation contre lui. Ces réactions excessives se

⁶⁶ Brkan, “Building a Movement in Bosnia and Herzegovina,” Ibid.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Armao, Ibid.

Brkan, “Building a Movement in Bosnia and Herzegovina,” Ibid.

retournèrent contre lui de manière spectaculaire ce qui créa un catalyseur pour la campagne, comme l'explique Brkan.⁶⁹ Non seulement toute la Bosnie entendit parler des graffitis, mais l'affaire de l'appartement devint une question politique majeure, générant l'outrage de l'opinion publique. Les médias d'Etat, en général peu prompts à demander des comptes aux détenteurs du pouvoir, couvrirent les événements et qualifièrent la réponse du Premier Ministre d'arrogante.⁷⁰ Les jeunes saisirent cette opportunité.⁷¹ Le mouvement mobilisa le public de la Fédération de Bosnie Herzégovine grâce à des tactiques imaginatives, pleines d'humour, et à faible risque, toutes unies par une seule demande: la démission de Branković.

Des tactiques innovantes

Les activistes n'étant pas à court d'idées, créèrent un groupe Facebook nommé : "c'est moi qui ai fait le graffiti," ce qui lança une campagne en ligne d'actions-dilemmes (posant des dilemmes aux autorités). En deux jours, 7000 personnes avaient rejoint le groupe, chacun postant une photo avec son nom.⁷² C'était un nombre phénoménal pour un si petit pays. Le groupe Facebook encourageait les citoyens à inonder les standards de téléphone de la police d'appels et leurs

⁶⁹ Après que la colère soit passée, aucune preuve ne fut trouvée et il n'y eut aucun procès.

⁷⁰ "Anatomy of a Resignation," Center for Investigative Reporting, July 15, 2009,

<http://www.cin.ba/en/analiza-ostavke/>.

⁷¹ Jusqu'à ce jour, Brkan clame qu'il ne sait pas ce qu'il y avait derrière le graffiti et *DOSTA!* n'était pas officiellement l'instigateur. Ceci n'écarte pas la possibilité que quelqu'un ou quelques personnes affiliées avec le groupe soient à l'origine de l'action.

⁷² Brkan, "Building a Movement in Bosnia and Herzegovina," Ibid.

boites emails en déclarant “Arrêtez-moi, c'est moi qui ai fait le graffiti.”⁷³ Les autorités reçurent plus de 4000 messages électroniques.⁷⁴ Le résultat était de les mettre dans une position très inconfortable de perdant-perdant (arrêter toutes ces personnes se retournerait contre eux, et ne rien faire serait avouer son impuissance). Pendant ce temps-là le mouvement gagnait en visibilité et mobilisation et des milliers de citoyens-membres du groupe Facebook entraient en communication les uns avec les autres, partageant leurs points de vue et réfléchissant en commun à des actions futures. De cette mobilisation populaire (grassroot) en ligne, émergea une nouvelle action-dilemme – des « petites annonces » postées sur de grands panneaux en ville – ainsi que la collection de donations faites par des membres de Facebook, et avec l'assentiment de *Dosta!* “Avec tout l'argent collecté nous avons cherché à louer d'autres emplacements de panneaux publicitaires et la compagnie nous en a offert quatre autres parce qu'ils nous aimaient bien,” confie Brkan. Le 24 janvier, dix panneaux situés dans des lieux stratégiques et de très grand passage tout autour de Sarajevo proclamaient: “Appartement à vendre pour 920 KM seulement! Devenez propriétaire en toute légalité.”⁷⁵ En moins de 48 heures, le gouvernement cantonal donna l'ordre que tous les panneaux soient rasés, sous le prétexte qu'ils étaient illégaux et avaient déjà fait l'objet d'un ordre de destruction depuis le mois de juillet précédent, alors que Brkan fait remarquer que ces panneaux étaient en place depuis des années.⁷⁶ Comme c'est

⁷³ Brkan, Recorded Interview, Ibid.

⁷⁴ “Branković Apartment Billboards Gone,” Center for Investigative Journalism, January 30, 2009, <http://www.cin.ba/Stories/AdHoc/?cid=883,1,1>.

⁷⁵ “Branković Apartment Billboards Gone,” Ibid. Le KM est la monnaie de Bosnie Herzégovine – le mark convertible ou “konvertibilna marka”

⁷⁶ Ibid.

souvent le cas avec les actions-dilemme, les efforts des autorités d'étouffer la dissension ont eu l'effet boomerang de se retourner contre elles. Selon Brkan, "...tous les médias, y compris internationaux, ont couvert l'incident et le gouvernement a été complètement discrédité."⁷⁷

A peu près en même temps, le mouvement a rajouté un dilemme supplémentaire à son arsenal – par les vêtements. Les membres distribuèrent au travers de tous les chapitres du mouvement environ 2000 T-shirts portant la phrase : "C'est moi qui ai fait le graffiti." Ces T-shirts lancèrent une mode si populaire que plusieurs citoyens s'en confectionnèrent leur propre version, et que des personnalités médiatiques les portèrent à la télévision, par exemple le leader du groupe de musique *Dubioza kolektiv*. "On voyait des gens les porter dans la rue" se souvient Brkan. Les activistes disséminèrent également environ 2000 badges et 25000 autocollants, avec le même message.

Dès que l'initiative civique fut lancée, les activistes cherchèrent à maximiser la couverture médiatique afin d'atteindre et de faire participer tous ceux qui n'étaient pas actifs sur internet, et de faire croître la mobilisation et la pression sociale. Brkan résume cet épisode en ces termes: "Une fois que la campagne démarra, nous établirent une stratégie de communication en termes de choix de média à approcher et d'usage de l'internet. Nous avions un plan pour être le plus présent possible sur tous les médias, et d'attirer leur attention sur les graffitis et les T-shirts. Nous avions aussi un plan de communications pour les groupes civiques sur le terrain et des alliés potentiels qui pouvaient nous soutenir." Les messages-clé de *Dosta!* étaient les suivants: le Premier Ministre est corrompu et abuse de sa position; il devrait démissionner ; il devrait

⁷⁷ Brkan, "Building a Movement in Bosnia and Herzegovina," Ibid.

rendre l'appartement ; et dernier message: "C'est moi qui ai fait le graffiti." D'après Brkan, c'est ce dernier message qui "s'avéra être le plus important pour la participation du public." Il était à la fois court, simple et inclusif. En impliquant que n'importe quel Bosniaque pouvait avoir fait le graffiti, il permettait de construire un symbole commun de la colère ressentie par tous et de renforcer l'appartenance à une identité collective.

Résultats

La mobilisation civique conduit à l'isolement de Branković qui perdit le soutien de presque tous ses supporters dans son propre parti. Les membres de ce parti s'inquiétaient de l'impact négatif que cette histoire aurait sur les élections d'octobre 2010. Dans l'étude académique des mouvements de résistance nonviolente, on appelle cela un déplacement de loyauté. La conséquence fut qu'au Congrès du parti en mai 2009, on fit comprendre à Branković qu'il devait démissionner. Il accepta de s'y résoudre un mois plus tard, un an et demi avant la fin de son mandat de Premier Ministre. Pendant ce temps, en avril de la même année, lui et l'ancien Premier Ministre Edhem Bičakčić (qui avait signé l'accord véral sur le fameux appartement, lorsqu'il était aux affaires) furent tous deux inculpés d'abus de pouvoir.⁷⁸ Leur procès eut lieu devant la Cour municipale de Sarajevo, mais ils furent acquittés en 2010 sur la base que cette affaire avait été "en accord avec la loi", comme l'explique Brkan. "La loi était censée s'appliquer aux personnes vivant dans les appartements dont l'Etat était propriétaire, afin qu'ils puissent acheter leur appartement, mais n'était pas censée s'appliquer au cas où le gouvernement décrèterait un appartement "public" aux seules fins de l'acheter à un individu et de le revendre au Premier Ministre quelques jours plus tard pour 1% de sa valeur," comme l'explique Brkan. Il ne

⁷⁸ "Branković, Bičakčić Indicted," Ibid.

discute pas la décision du tribunal, mais il y voit un exemple flagrant des dysfonctionnements du système juridique qui peut facilement être manipulé par ceux qui sont au pouvoir. “Les juges n’avaient pas tort avec le fait que tout avait été fait ‘en accord avec la loi,’ mais c’est exactement parce qu’une telle chose était légale et permettait à un homme qui avait tout d’obtenir cet appartement pour rien, qu’au bout du compte cet homme-là fut obligé de démissionner.”

Dosta! obtint grâce à ses campagnes deux autres résultats peut-être moins tangibles mais tout aussi importants. Premièrement, la hausse de crédibilité du mouvement se traduisit par l’accroissement du nombre de ses membres permettant au mouvement de se solidifier et de gagner en durabilité. Deuxièmement, la résistance civile changea à la fois la nature de la relation et l’équilibre du pouvoir. Le jeunes activiste l’explique ainsi:

“Ces campagnes ont créé des liens entre la société civile et les citoyens, entre la société civile et les politiciens et entre les citoyens et le système politique. Une fois que de telles relations ont été établies, cela crée un nouvel ensemble de règles dans le système politique. L’impact sur ce système et sur les structures de base des processus de prises de décision impliquant les décideurs politiques, est de nature à donner plus de pouvoir à la société civile et aux citoyens.”

En conclusion, non seulement les campagnes ont provoqué un changement de relation mais elles ont aussi créé un lien nouveau, allant de la société vers le pouvoir politique, qui est d’une nature qualitativement différente de celle des élections, qui sont traditionnellement le moyen par lequel le peuple exerce son pouvoir et impose aux politiques de rendre des comptes. Ces politiciens doivent désormais “prendre ces changements en compte dans leur décision” conclut Brkan. Un exemple puissant de ce changement de dynamique en donna l’illustration peu de temps après.

Deux jours après que le nouveau Premier Ministre, Mustafa Mujezinović, pris ses fonctions, il rejoignit une manifestation de protestation de *Dosta!* afin de “marcher avec nous et de tenter de répondre à nos demandes,” se souvient Brkan. Et il invita sur le champ *Dosta!* à partager avec lui l’antenne sur une émission de télévision où l’on débattait sur son mandat! Un membre du mouvement, Demir Mahmutćehajić, rencontré dans la rue à la manifestation, fut choisi pour être interviewé avec le Premier Ministre sur le plateau de télé !

Changer les citoyens pour changer le Mexique

En novembre 2008, un groupe d’une dizaine d’amis se réunit avec le sentiment qu’ils ne pouvaient plus ignorer la dure réalité: “*México no va bien*” (Le Mexique va mal), comme le confie Maite Azuela, une des fondatrices de DHP.⁷⁹ Le Narco-traffic et la violence qui lui est associée, faisait des milliers de morts parmi la population civile, à la suite de ce que le Président Felipe Calderon avait appelé sa soit-disant guerre contre la drogue. La Crise financière globale avait provoqué une récession économique profonde, la pire depuis les années 1930. Et, enfin et surtout, la corruption et l’impunité des détenteurs du pouvoir était endémique.⁸⁰ Par exemple, certaines enquêtes avaient trouvé que les ménages les plus modestes dépensaient 33% de leurs

⁷⁹ Cette section repose sur des interviews avec Maite Azuela, une co-fondatrice de DHP, les 11 Février 2010, 11 Novembre 2010, et des correspondances par email en Décembre, 2011.

⁸⁰ “Mexico Country Profile,” BBC News, July 4, 2012, http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/country_profiles/1205074.stm.

revenus mensuels en pots-de-vin.⁸¹ Le groupe décida qu'il était temps d'agir pour sauver leur pays bien-aimé, et qu'ils ne pourraient le faire qu'ensemble avec d'autres citoyens partageant les mêmes préoccupations. Pour jauger de l'intérêt du public pour un mouvement civique, ils lancèrent un groupe de discussion sur le site de *El Universal*, un des journaux d'influence les plus lus, en ligne comme dans sa version papier. A leur plus grand étonnement, 6000 personnes participèrent. "Nous avons appris que les gens voulaient joindre le mouvement, voulaient faire quelque chose, mais ne savaient pas comment commencer," se rappelle Azuela.

Ils testèrent également le nom qu'ils s'étaient donné – *Dejemos de Hacernos Pendejos* (acronyme DHP)– qui était censé être provocateur et drôle, en même temps que sérieux et inclusif. Bien que la traduction littérale soit "Arrêtons d'être des cons/des idiots", le sens réel en est "Ne soyons pas dupes." Elle explique que ce nom lui-même est un "appel à l'action" qui connote une responsabilité collective au nom de la situation du Mexique, l'expression de "*pendejos*" se référant à la fois à la première personne du singulier et à la première personne du pluriel. "On a tendance au Mexique à critiquer le gouvernement, mais ce que nous disions c'était que nous les citoyens, nous ne faisons pas notre boulot, nous ne luttons pas assez contre la corruption et pour l'amélioration de notre pays," déclare Azuela. "Ce dont le Mexique a besoin est que ses citoyens commencent à s'organiser entre eux."

⁸¹ Transparency International Space for Transparency Blog; "Wanted: A replacement for 'petty'," blog entry by Max Heywood, June 28, 2012, accessed October 28, 2013, <http://blog.transparency.org/2012/06/28/wanted-a-replacement-for-petty/>.

Le groupe se mit rapidement à formuler les paramètres du mouvement en pleine émergence. La vision de DHP était de remettre le Mexique sur les rails, politiquement, socialement et économiquement. Sa mission était de “produire un changement effectif dans la manière dont le peuple envisage la citoyenneté. Etre un citoyen n’implique pas seulement l’exercice de nos droits mais demande aussi d’assumer nos responsabilités.”⁸² Cela veut dire surmonter l’apathie générale du public et canaliser les aspirations des citoyens pour le changement au travers de l’action organisée. Dans les grandes lignes, ce que DHP recherchait était de:

1. Générer des initiatives civiques qui catalyseraient des changements dans la vie quotidienne des citoyens.
2. Briser le paradigme culturel de la complicité, de sorte que la société se mette à rejeter la corruption, l’apathie et l’irresponsabilité.
3. Canaliser la colère provoquée par la corruption et l’impunité en force d’action pour les citoyens afin qu’ils assument leurs responsabilités et qu’ils demandent des comptes aux détenteurs de pouvoir et s’assurent que les services publics, les ressources et les budgets soient utilisées de façon honnête, transparente et efficace, pour le bien commun plutôt que pour le gain de ceux en position de pouvoir.
4. Soutenir les efforts des institutions étatiques et non-étatiques afin de renforcer la responsabilité citoyenne.

Après avoir généré suffisamment d’intérêt au travers du groupe de discussion du journal en ligne, le groupe créa une page Facebook qui rapidement comprit 4000 “amis.” Comme s’en souvient Azuela: “Nous pensions que sur Facebook les gens allaient spontanément former des

⁸² Document non publié . DHP, n.d.

groupes de plus petite taille dans chaque partie du pays et lancer leur propre campagne. Mais les gens attendaient qu'on leur dise quoi faire, tellement la culture est devenue paternaliste après des décennies de gouvernement non-démocratique.” C'est alors que le groupe du départ se rendit compte que des exhortations abstraites, ce qu'Azuela appelle “de beaux discours”, ne seraient pas suffisant à faire bouger les citoyens. DHP devrait lui-même servir de catalyseur pour l'action. Le groupe décida de cibler les députés à l'Assemblée nationale mexicaine, que l'on considérait généralement comme des politiciens cherchant à avancer les intérêts de leurs partis politiques ainsi que ceux de groupes d'intérêts particuliers, plutôt que d'être au service du peuple.⁸³

Ils choisirent une question particulière – les bonus de fin d'année – qui aurait le don de mettre le public en colère en symbolisant toute la corruption et l'impunité incorporée dans le système politique. C'était une coutume au Mexique pour les employés de recevoir un bonus de Noël, équivalent à un mois de salaire, qui est taxé en tant que revenu. Les députés membres du Congrès (Assemblée nationale) recevaient également ce bonus mais, sans que le public le sache, abusaient de leur pouvoir pour recevoir un remboursement fiscal. Après le bonus de 2008, seuls quatre parmi les cinq cents députés rendirent leur remboursement au Trésor Public.

Premièrement, le leadership de DHP examina la loi “Transparence et accès à l'information” pour voir si elle pouvait être utilisée en l'occurrence, mais constata qu'elle ne s'appliquait pas à ce cas. Un avocat membre du groupe, étudia la constitution mexicaine et découvrit que les citoyens avaient le droit de pétitionner l'Etat. Selon Azuela, non seulement les autorités publiques sont obligées de répondre sous trois mois, mais elles doivent également apporter des réponses aux

⁸³ Le Congrès National Mexicain se compose de deux chambres, le Sénat (*Camara de Senadores*) et la Chambre des députés (*Camara de Diputados*).

actes répréhensibles ou bien faire face à des sanctions. L’avocat en conclut que le remboursement fiscal aux députés était illégal et ce fait pouvait servir de fondement pour l’utilisation de la Loi de pétition citoyenne.

Tâter le terrain

Pendant tout le mois de décembre 2008, le groupe planifia sa première campagne, qu’ils appelèrent Opération DHP 001. Son but était d’abroger les remboursements fiscaux relatifs aux bonus de fin d’année, en combinant des mesures légales avec une pression citoyenne extra-institutionnelle, au travers d’une forte mobilisation du public. En plus des mesures prises juridiquement au travers de la Loi de pétition citoyenne, DHP lança en janvier et février 2009 une pétition citoyenne avec un slogan plein d’humour et facile à retenir, basé sur une expression familière – “*Diputados coludos, ciudadanos rabones,*” (députés à longue queue, citoyens à courte) ce qui signifie “Alors que les députés empochent l’argent public, les citoyens le perdent.” En plus de leur usage de Facebook, du site web du mouvement et des emails, il y eu des campagnes de signatures collectées dans les rues au travers de la ville de Mexico, alors que des membres de la page Facebook organisaient leurs propres actions à Guadalajara, Jalisco, Merida, Oaxaca, Puebla, Querétaro, Tuxtla et dans le Yucatan. L’équipe coordinatrice du groupe leur avait fourni une page explicative avec les directives à suivre pour réaliser ces pétitions, ainsi que les points de discussion à aborder avec les citoyens pour expliquer la campagne, raconte Azuela. Les activistes prirent la décision stratégique de combiner les actions de résistance en ligne et sur le terrain. D’abord, ils voulaient attirer l’attention des médias traditionnels, afin d’élargir le dialogue public et de gagner en soutien. Ensuite, comme le dit Azuela: “Nous devons sortir de Facebook pour voir si les gens voulaient faire plus que juste cliquer sur un lien.” En tout, DHP

put recueillir plus de 4000 signatures manuscrites et électroniques, et soumièrent cette pétition au Congrès.

L'étape suivante consistait à passer à la vitesse supérieure en intensifiant la pression civique. Les médias commençaient déjà à prêter attention à la campagne, et l'équipe centrale de DHP conduisit des interviews à la radio et dans les journaux. Ajoutant un élément de pression internationale, ils écrivirent un article pour le site en ligne de *El Pais*, le journal le plus influent d'Espagne. Les activistes produisirent un guide en ligne pour les citoyens – publié à travers Facebook, ses sites web et les médias – expliquant comment envoyer des emails ou appeler son député au sujet du remboursement fiscal des bonus de Noël. De tous les 150 emails et 30 appels signalés par les citoyens, pas un ne reçut de réponse de la part d'un membre du Parlement.

Malgré les efforts en coulisses pour entraver la pétition et paralyser l'enquête, DHP parvint à accomplir ce que Azuela appelle une "grande victoire." A la suite des élections législatives de 2009, les députés entrants de la 41^{ème} législature (2009 – 2012) mirent fin à la pratique de remboursement fiscal du bonus de Noël. "C'était plus important qu'une victoire légale parce que c'était un changement de comportement signalant la disparition d'une pratique vénale," affirme Azuela.⁸⁴

DHP à plein régime

⁸⁴ La voie légale fut un échec. Selon Azuela, l'argument contre la pétition faite par les citoyens fut qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour montrer que les députés étaient coupables. Elle déclare que les citoyens apportèrent le cas jusqu'à la Cour Suprême mais qu'ils perdirent au bout du compte.

Alors que l'Opération DHP 001 progressait, le jeune mouvement rejoint une coalition de 70 organisations civiques, l'Assemblée nationale des citoyens, qui appelaient le peuple à boycotter les élections parlementaires du 5 juillet 2009 en mettant dans l'urne un vote blanc. Le but était de retirer au système politique dans son ensemble l'assentiment du peuple- mettant dans le même panier tous les partis politiques, car tous étaient corrompus. Le résultat de cette campagne fut que 5% des bulletins des votes furent annulés, reporte Azuela La campagne envoya le message qu'une partie non négligeable des citoyens n'étaient pas satisfaits de l'état des partis politiques, et n'étaient plus intimidés de faire entendre leurs voix. Cette expérience fut inestimable pour DHP. Elle lui permit de découvrir qu'il y avait de nombreuses préoccupations communes entre plusieurs organisations de la société civile et d'établir des contacts avec toutes ces organisations. Enfin, l'une des leçons les plus importantes qui en découla fut de préciser ses priorités.

L'impunité – qu'Azuela définit comme un état de fait “sans conséquences, ni comptabilité, ni sanction pour tous les actes répréhensibles” – caractérise à la fois les branches exécutive et législative du gouvernement, ainsi que les institutions de l'Etat. Plutôt que de tenter d'aborder le problème dans son ensemble, DHP a pris la décision stratégique de limiter son action sur le Parlement pour trois raisons principales. D'abord, la Présidence est souvent davantage sous surveillance que la législature. Ensuite, c'est au niveau du Parlement que l'on décide du budget et de comment on dépense l'argent public. Enfin, tous les partis principaux sont représentés au Congrès. En conséquence, défier des politiciens peut impacter l'ensemble du système politique corrompu et non pas seulement un parti politique, ce qui serait le cas si on se focalisait sur le Président. Dans les années qui suivirent, les campagnes du DHP ont porté sur:

- Faire baisser des budgets publics alloués à des partis politiques;

- Encourager les citoyens à exercer leur droit d'information au sujet des activités du Congrès et de ses dépenses – au travers de tactiques telles que l'observation et la vérification;
- Transformer de la loi sur la liberté d'information, afin qu'elle s'applique aux partis politiques;
- Gêner et perturber la corruption politique;
- Faire rendre des comptes aux législateurs;
- Instaurer des mécanismes de démocratie participative dans la branche législative, comme par exemple des candidatures indépendantes, des référendums fédéraux, et des législations initiées par les citoyens.

Caractéristiques. Les médias sociaux fournirent des outils essentiels pour le DHP afin de construire l'unité, de susciter une prise de conscience du grand public, et de mobiliser les citoyens. Facebook a aidé à relancer le mouvement. Il a offert un medium gratuit et facile à utiliser pour atteindre le peuple. Ce fut particulièrement important pour ce mouvement émergeant, car il n'avait pas accès aux médias traditionnels. Twitter devint vite indispensable pour la communication avec le public et les médias, y compris pour sa capacité à partager des vidéos d'actions nonviolentes, qui pouvaient accroître la participation citoyenne en temps réel. L'humour a été une marque de fabrique du mouvement dès sa création. La plupart des campagnes utilisaient des expressions percutantes, attirant l'attention, et les actions nonviolentes se caractérisaient par leur légèreté et leur drôlerie – un choix stratégique de la part de DHP pour engager les citoyens, leur faire surmonter leur peur, et compenser la négativité des messages sombres au sujet de la corruption, de l'impunité de la violence et du sentiment de désespoir. L'équipe centrale du mouvement était formée en grande partie de jeunes professionnels, y

compris un avocat, des experts en publicité et en relations publiques, des éditeurs, des intellectuels des médias, ainsi que des étudiants et des enseignants. Ce groupe d'amis se réunissait une fois par mois dans la capitale pour mettre au point les stratégies et le plan d'action. Les décisions étaient prises de manière collégiale. Les groupes DHP locaux dans d'autres parties du pays opéraient de manière semi-autonomes. Ils développaient leurs propres initiatives tout en coopérant avec le groupe fondateur pour des campagnes nationales.

Les moments forts

Depuis 2009, DHP a conduit de multiples campagnes, conçues pour faire monter en puissance un message à l'échelle nationale faisant prendre conscience aux citoyens que c'est à eux que revient la tâche de sauver le Mexique. Le processus a été basé sur l'expérimentation, sur des tentatives et des erreurs. Parmi les initiatives que DHP a conduites, on compte:

- *Ya Bájenle* (qu'on peut traduire par "dégage maintenant") – D'octobre à décembre 2009, DHP a demandé à ce que les législateurs coupent les budgets des partis politiques plutôt que de faire des coupes budgétaires dans les infrastructures et les services sociaux. Le mouvement a appelé les citoyens à contacter leurs députés à travers le site de DHP; 3000 emails ont été envoyés. Une fois encore, pas un seul de ces messages ne reçut de réponse. A l'aide de Twitter et de Facebook, les activistes organisèrent une action d'éclat pendant 24 heures dans le parc *El Ángel*, où se trouve un lieu de commémoration, au centre de Mexico. Ils branchèrent une lampe à un vélo stationnaire, et la lumière se faisait à la force motrice des citoyens qui pédalaient à tour de rôle. L'action fut appelée "Lumière des citoyens" et Azuela

rapporte que plus de 200 personnes attendaient dans la queue pour pédaler, au lancement de cette action. Des citoyens d'autres régions du pays envoyèrent des messages de solidarité. Des journalistes sympathisants et quelques membres du Parlement se joignirent à l'action pour montrer leur soutien. Certains médias couvrirent l'évènement et la vidéo live de DHP, visible sur leur site et sur Twitter, attira des centaines de visiteurs en ligne, tout au long de la nuit. Un député du Centre-droit (PAN - Parti d'Action Nationale) apporta la proposition de DHP au Parlement et obtint un "*transitorio*" (disposition transitoire) stipulant que toute réduction de budget des partis politiques devrait être allouée au budget des infrastructures et des services sociaux. Deux mois plus tard, un Sénateur du Centre-gauche (PRD – Parti de la révolution démocratique) présenta la proposition du mouvement au Sénat. Malgré ces efforts, Azuela raconte que rien ne se passa car tout le reste de la classe politique ne soutenait pas cette mesure.

- *Aventon Ciudadano* (Un parcours citoyen) – A partir des discussions des citoyens dans la capitale, des groupes de citoyens dans d'autres villes (Guadalajara, Tlaxcala, Monterrey), s'organisèrent dès Janvier 2010, et DHP commença à planifier une autre campagne pour faire baisser le budget des partis politiques. En Avril et Mai, des bénévoles de DHP commencèrent des parcours en auto, en faisant du stop de Mexico jusqu'à quatre provinces du pays (dans le Nord, le Nord-Est, le Sud-Ouest, et le Sud-Est). Chaque groupe était porteur d'une lettre adressée à la Chambre des députés, contenant les demandes du mouvement. Les bénévoles parlaient aux automobilistes sur le chemin et leur demandaient leur aide s'ils soutenaient l'initiative. Leurs voyages étaient filmés en temps réel et diffusés via les téléphones mobiles et Twitter. Les quatre groupes se réunirent à un rassemblement public dans le parc *El Ángel*,

où ils présentèrent la lettre à la Chambre des Députés. La campagne généra une couverture médiatique importante et rassembla un fort soutien public pour DHP.

- *Operación 003/500sobre500* (Opération 003/ 500 sur 500) – En février 2010, se focalisant sur le nouveau Parlement, DHP initia une campagne de surveillance au travers d’une plateforme interactive sur son site web. 500 citoyens furent invités à “adopter” leurs députés respectifs. Les objectifs de cette campagne étaient d’inciter les citoyens à suivre de près le travail de leur représentant à l’Assemblée nationale, et d’évaluer ce travail, afin d’améliorer la transparence et la responsabilité parlementaire. DHP recherchait également à faire pression sur les législateurs pour qu’ils répondent aux demandes faites par leurs constituants (par téléphone ou par emails), au sujet de leurs activités, de leur budget et de leurs votes au Parlement. Les citoyens étaient équipés de guides et d’instructions leur montrant comment demander des informations au travers de la plateforme digitale. Azuela estime que plus de deux milles personnes participèrent- quatre fois plus que les nombres anticipés. Initialement, certains députés répondirent à leurs constituants, mais très vite retournèrent à leurs anciennes habitudes qui consistaient à ignorer ceux qu’ils étaient censés servir.
- *Diputómetro* (Députomètre)– Constatant l’indifférence des députés, le comité central du mouvement se remit à la table de travail et décida de lancer une nouvelle initiative. Le *Diputómetro*, ou “députomètre”, était une plateforme digitale de notation des députés qui prenait en compte l’agrégation d’informations sur les activités parlementaires, telles que le taux d’absentéisme aux sessions ou dans les travaux des comités, le nombre d’initiatives approuvées, et le nombre de réunions de comité. Cette surveillance était réalisée par des bénévoles, surtout des étudiants recrutés à l’université.

- *No al Chapulizano* (Non aux sauterelles!) – A partir d’août 2011, la campagne voulu changer les statuts des partis politiques et des législations fédérales et d’Etat afin d’empêcher qu’un député puisse cumuler plusieurs mandats. Les activistes de DHP organisèrent des actions très amusantes et à grande visibilité: par exemple ils traversaient les couloirs du Sénat en portant des masques ressemblant aux politiciens qui “sautaient” d’un poste à l’autre. Ils réussirent à se faire remarquer des médias et à éveiller l’intérêt du public. Comme le raconte Azuela, “Nombreux sont ceux qui parlent des sauterelles aujourd’hui.”
- *Café DHP* - A partir de janvier 2012, DHP organisa des groupes de discussion mensuels sur des questions telles que la citoyenneté active, la responsabilité civique, la lutte anti-corruption, les libertés civiles, l’accès à la justice, et le réseautage social. Ces cafés mensuels auraient lieu dans différentes villes, de la Capitale jusqu’à Puebla, Querétaro, et le Yucatán. Chaque groupe local organiserait ses propres évènements, et déciderait du sujet et de la manière dont se dérouleraient les débats. Le café inaugural de Mexico cibra la question de la censure par internet et invita les Sénateurs Javier Castellon (PRD), Oscar Mondragon, et le stratégeste en médias sociaux pour la campagne de 2012 d’un des candidats à l’élection présidentielle, Andres Manuel Lopez Obrador, et un activiste digital, Antonio Marvel.

Résultats

DHP est resté sur sa lancée, en continuant de construire une base forte de chapitres locaux, et en expérimentant au travers de campagnes créatives, pour générer la responsabilité civique et l’action citoyenne pour la transparence, la responsabilité et la démocratie participative. Azuela raconte que les citoyens ont commencé à se débarrasser de leur apathie, et que dès 2010, des gens ordinaires prenaient l’initiative de contacter DHP pour dénoncer des actes de corruption et,

tout aussi important, pour demander conseil sur ce qu'eux-mêmes pouvaient faire pour s'attaquer au problème. "C'est pour nous un immense accomplissement que d'avoir éveillé l'esprit des citoyens et qu'ils ne s'accommodent plus des choses telles qu'elles étaient, et de la manière corrompue dont le système fonctionnait, mais qu'ils veulent changer les choses et créer une nouvelle façon d'agir," confie Azuela. Les chapitres de DHP à travers le pays non seulement ont initié leurs propres actions mais développent aussi des solutions aux problèmes locaux. Enfin, la réussite de la campagne sur le bonus de fin d'année a servi d'exemple puissant pour montrer comment, quand les institutions échouent, les citoyens peuvent néanmoins changer la donne.

Conclusion

Les cinq exemples présentés illustrent la grande diversité d'approches que les initiatives populaires (*grassroot*) peuvent prendre face à des défis communs et à des objectifs communs, cherchant à saper la corruption quand elle est particulièrement enracinée et omniprésente et que le public est résigné, indifférent et souvent apeuré, craignant d'exprimer une dissension. Les buts de long-terme sont généralement de nature transformative, enveloppés dans la vision d'une société juste où les citoyens se prennent en main collectivement et assument leurs responsabilités. Ils reconnaissent qu'ils ont un pouvoir inhérent, et l'utilisent de manière stratégique pour faire rendre des comptes à ceux qui sont en haut de la pyramide. Alors qu'en surface, ces objectifs peuvent sembler abstraits, ou même utopiques, dans chaque exemple, ces initiatives mobilisant le pouvoir populaire ont toutes faits des progrès remarquables dans cette direction.

